# Parti Socialiste
# Convention nationale extraordinaire de Suresnes
# Dimanche 26 mars 1972

Sommaire

Le président (Louis Mermaz) ..... 1
Pierre Mauroy ..... 1
Paul Lussault (Indre-et-Loire) ..... 2
Robert Verdier (Gard) ..... 5
Georges Spénale ..... 8
André Chandernagor ..... 10
Pierre Mauroy ..... 11
Dominique Taddéi ..... 12
Arthur Notebart ..... 16
Pierre Mauroy ..... 18
Arthur Notebart ..... 18
Georges Sarre ..... 23
François Mitterrand ..... 26
Georges Fillioud ..... 41
Jean Poperen ..... 43
Eric Hintermann ..... 48
Paul Lussault ..... 49
Georges Fillioud ..... 50
Dominique Taddéi ..... 53
Jean Poperen ..... 53
François Mitterrand ..... 54
Pierre Mauroy ..... 54
Jean Poperen ..... 54

(Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Louis Mermaz, assisté de Jean Salvonat (Vienne), Jean Roger (Cher), André Cluzeaux (Haute-Vienne).

**Le président (Louis Mermaz)**
Camarades, la séance est ouverte. Pour l'organisation des travaux, je donne la parole à Pierre Mauroy.

**Pierre Mauroy**
Camarades, je voudrais vous faire un certain nombre de propositions pour la suite de nos débats. Il y a encore vingt et un orateurs inscrits. Je crois que nous ne pouvons pas décider maintenant de poursuivre le débat interminablement jusqu'à la nuit, de réunir une Commission des résolutions dans la nuit, pour

Coll. Fondation Jean-Jaurès

annoncer les résultats de cette convention alors que tous les Français seront couchés.
Je voudrais donc vous faire un certain nombre de propositions. Je crois que la Commission des résolutions devra se réunir, de toute façon, pas plus tard que 17 heures et avoir terminé raisonnablement pour 18 heures, 18 heures 15 au plus tard, mais plutôt 18 heures ; qu'on revienne en séance plénière à 18 heures pour faire connaître notre position, afin qu'au journal de 20 heures ce soir - et cela a son importance - tous les Français connaissent la position du Parti Socialiste.
Si vous êtes d'accord avec ces propositions, je demande à tous les courants de pensée, compte tenu de tous les orateurs qui sont inscrits, d'abord que l'on puisse procéder à des désistements, et ensuite que l'on tienne compte que les orateurs qui vont s'exprimer d'ici à 17 heures sont des orateurs qui seront devant une convention au complet et qu'à partir de 17 heures il y aura 45 camarades qui siégeront en Commission des résolutions. Le débat continuera, mais il n'est pas possible de faire autrement.
Quoi qu'il en soit, ce sont les propositions que je vous fais, parce que ne pas prendre cette solution-là, c'est accepter le pire pour la soirée.
Alors, président, si vous voulez bien consulter la Convention nationale.

Le président - Est-ce que la convention est d'accord sur ce mode d'organisation des travaux ?
(Approbation générale)
Il n'y a pas d'opposition ?
Bien !
Il vous sera distribué dans chaque fédération des bulletins sur lesquels vous voudrez bien indiquer le vote indicatif de votre fédération. Nos camarades du service d'ordre passeront ensuite dans les travées pour ramasser les bulletins sur lesquels les délégués des fédérations auront consigné leur vote indicatif, cela afin de permettre la constitution de la Commission des résolutions.
Je vais maintenant donner la parole au premier orateur inscrit, Lussault, de la fédération d'Indre-et-Loire.
Le Bureau me demande de conseiller aux orateurs d'être le plus laconique possible, afin que tout le monde puisse s'exprimer. Nous avons vingt-cinq orateurs inscrits.

**Paul Lussault (Indre-et-Loire)**
Chers camarades, on me demande d'être laconique et je répondrai au souhait du Bureau.
Je voudrais signaler dès le début de cette intervention la grave lacune qu'a constitué dans cette période l'absence de communication du Parti aux fédérations et aux sections, entre la date du jeudi 16 mars, c'est-à-dire l'intervention du Président de la République, et la seule circulaire que nous ayons reçue, c'est-à-dire la convocation à la Convention nationale de ce jour.
Les militants et les responsables ont été obligés de prendre connaissance des décisions du Parti par la presse, avec tout ce que cela suppose en matière de

Coll. Fondation Jean-Jaurès

déformation, en matière d'intentions et, en définitive, en matière d'information incomplète.
De cette remarque initiale, il nous faut conclure que les sections n'ont pas pu, dans la généralité des cas, se réunir valablement. Quelques conseils fédéraux ont discuté mais ont discuté sans que l'ensemble des militants ait été consulté. Cette discussion s'est faite, bien entendu, sur les textes, c'est-à-dire la loi du Parti, la motion et le texte sur l'Europe adoptée à Suresnes, c'est-à-dire la déclaration du Président de la République.
Il n'en demeure pas moins que cette discussion a été extrêmement sommaire, que le Parti ne s'est pas prononcé dans sa totalité et que nous pouvons nous demander si la décision que nous allons prendre aujourd'hui va bien représenter l'opinion des militants. Nous pouvons nous demander si la discussion nécessaire à la formation de l'opinion des militants aura eu suffisamment lieu, et ici je voudrais faire référence à la Convention nationale de Suresnes d'il y a deux semaines.
En effet, qu'est-ce qu'on a constaté, et l'ensemble du Parti comme l'ensemble de l'opinion s'en est félicité ? A partir de la discussion telle qu'elle s'est déroulée dans les sections, nous sommes arrivés à des positions qui étaient assez profondément modifiées par rapport à celles que faisait apparaître le vote indicatif. Cette preuve d'unité, cette preuve d'efficacité dans la discussion du Parti au niveau de la Convention nationale n'a pu finalement être faite que parce que la discussion avait été suffisamment approfondie dans les sections et d ns les fédérations.
Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. Ce n'est pas le cas et nous pouvons le constater à plusieurs éléments. J'ai écouté ce matin avec attention Pierre Mauroy nous dire que le Parti, au niveau du Bureau national, avait reçu par téléphone et par lettre la réponse profonde du Parti. Mais, camarades, la réponse profonde du Parti, c'est bien un sentiment qui s'exprime d'une manière quasi-instantanée, ce n'est pas la position d'un ensemble de militants qui, après une discussion approfondie, prennent des positions politiques.
J'en trouverai une autre preuve dans la manière dont un de nos camarades représentant l'une des plus importantes fédérations du Parti nous a informé ce matin que la totalité des mandats de cette fédération serait apportée à l'abstention. La totalité,... pas tout à fait, car ce camarade, de la tribune, à ce moment et sur une inspiration, après avoir entendu l'intervention d'un camarade, nous disait : "J'abandonnerai, je laisserai aller, je donnerai un de ces mandats au camarade Menga."

Michel Darras - Je n'ai jamais dit cela ! J'ai pris cette position avant d'entrer dans la salle.

Paul Lussault - Il ne nous paraît pas en tout cas qu'il y ait eu au sein de cette fédération un débat correspondant à l'importance qu'elle représente dans le Parti.

Collection Jean Jaurès

Michel Darras - Ne t'inquiète pas trop pour cela !

Paul Lussault - Deuxième point de cette intervention - et je voudrais y revenir parce qu'il est également important : il apparaît, aux prises de position que j'ai écouté avec attention ce matin, que le texte que nous avons adopté, il y a quinze jours est un texte à deux entrées et un texte à deux sorties. J'ai entendu Pierre Mauroy dire : "Le programme nous impose de voter "oui"; et j'ai entendu Gaston Defferre démontrer avec la même rigueur, avec la même importance et la même puissance de conviction qu'en définitive, le texte que nous avions adopté interdisait que l'on dise "oui"
Il y a donc là je crois, au niveau de notre prise de position, une difficulté grave et cette difficulté n'a pas pu être surmontée encore une fois, parce que sur l'événement, étant donné les propositions du Président de la République, nous n'avons pas eu le temps de rediscuter de cette question dans les sections et dans les fédérations.
Sur le fond, il est important, je crois, même si le temps est court, d'en dire un mot. Sur le fond, si nous nous prononcions pour le "oui", qu'est-ce que cela voudrait dire ? Cela voudrait dire qu'en fait, nous semblons faire confiance à Pompidou pour mettre en place une Europe qui ménagera les possibilités du Socialisme. Cela me paraît personnellement - et c'est l'avis de la majorité des militants de notre fédération - une pensée rigoureusement inacceptable.
D'ailleurs la démonstration qu'a faite ce matin Menga montre que tout l'appareil critique de notre texte, adopté il y a quinze jours, est extrêmement dur, extrêmement incisif et, en définitive, très brillant vis-à-vis de l'état actuel de l'Europe telle que nous la connaissons.
J'ajoute, puisque j'ai défendu en Commission internationale ou en Commission de synthèse sur l'Europe les positions de la motion signée par Garrel et Poperen, que j'ai à plusieurs reprises, demandé, à notre camarade Lavaud quelles étaient les garanties que nous pouvions demander à nos partenaires, quant à la marge d'établissement du Socialisme dans la future Europe. A chaque fois, Lavaud m'a répondu : "Ces garanties sont dans notre texte." Il me l'a précisé le plus souvent d'une manière assez intéressante.
Aujourd'hui, je me pose la question : est-ce que, en répondant "oui", nous renforçons les possibilités d'obtenir ces garanties ? Est-ce que, en répondant "oui", encore une fois, nous faisons confiance au pouvoir actuel pour laisser la marge d'installation du Socialisme dans la construction de l'Europe ?
Au niveau de l'abstention,-il faut bien sûr en parler- nous craignons - et c'est l'avis de nombreux militants de ma fédération - qu'une confusion s'installe dans l'esprit des citoyens et cela est grave. En effet, l'abstention peut laisser penser que nous sommes en désaccord avec Pompidou sur le plébiscite, mais que nous sommes d'accord avec le gouvernement sur l'Europe, c'est-à-dire le référendum. Et je rejoins ici toutes les critiques que j'ai déjà précédemment fournies à cette conception.
J'ai écouté aussi ce matin la première intervention, celle de notre camarade Mexandeau, qui nous a décrit avec foi et courage, avec passion sa satisfaction de

Fondation Jean-Jaurès

notre position. Je crains que les interventions qui ont eu lieu ensuite n'aient pas montré la même satisfaction et il est honnête à cette heure que nous reconnaissions que le Parti est dans une situation difficile, que le Parti a encore besoin de s'interroger profondément, de discuter à la base et à tous ses niveaux sur cette question essentielle.
En effet, nous avons fait l'impasse - un certain nombre de camarades l'ont signalé - sur la question réelle qui va être présentée aux Français par le Président de la République. Il nous semble, à ce point de la discussion, que le Parti s'honorerait dans l'esprit des citoyens, que le Parti se donnerait une meilleure possibilité d'efficacité dans son choix, s'il attendait que la question soit effectivement posée par le Président de la République pour que nous sachions comment y répondre. Et là, Gaston Defferre a donné un certain nombre d'éléments de réflexion importants.
Au niveau du référendum et pour en terminer, il peut sembler aussi que nous ne soyons pas suffisamment interrogés sur la signification internationale de la politique de Pompidou et de Heath notamment. Quelle a été l'importance de la grève des mineurs en Angleterre ? Quelle a été l'importance de la montée des conflits que le Premier secrétaire signale dans toutes ses interventions en France. Quelle est l'importance de la situation en Italie ? Quelle est l'importance de tous ces faits dans cette nouvelle marche accélérée du pouvoir qui règne actuellement en France vers la résolution d'une Europe qui, bien entendu, ne sera pas celle des travailleurs ? Je crois que ces interrogations aussi, nous devons les faire figurer au débat.
Enfin je m'interroge ici encore : est-ce que c'est parce que le Parti Communiste français répond "non" que nous nous refuserions, nous, à répondre "non", si cette attitude politique nous paraissait convenir à l'avis d'une forte proportion des militants et des citoyens ?
Pour conclure, je veux dire ici à nos camarades qui préconisent le "oui" que ce "oui" ne nous paraît pas compatible avec la stratégie de rupture qui a été définie à Epinay par Pierre Mauroy et par François Mitterrand. Je ne vois pas comment, après avoir apporté un "oui" à Pompidou, nous pourrions, de quelque manière que ce soit, dans la campagne législative qui suivra, nous prononcer et revendiquer la rupture avec la société actuelle.
En conclusion, camarades, je demande à chaque délégué ici présent de réfléchir et de dire tout à l'heure par son vote s'il estime que le Parti a suffisamment délibéré de cette question, s'il estime que le Parti doit dès aujourd'hui se prononcer pour l'abstention ?

Le président - La parole est à Verdier, du Gard. Ensuite, ce sera le tour de Taddéi, de la Somme.

**Robert Verdier (Gard)**
Mes chers camarades, je crois qu'au point où nous en sommes arrivés de la discussion, nous ne devrions pas prolonger trop longtemps l'échange d'arguments pour ou contre l'une ou l'autre des trois décisions entre lesquelles

nous avons le choix.
(Applaudissements.)
Ce qui compte maintenant, pour essayer de rendre un peu moins difficile une situation qui en effet est difficile, nous devons le reconnaître, c'est avant tout de nous préoccuper d'aboutir assez rapidement à une décision et, si possible, acquise à une très large majorité, et de nous préoccuper surtout de la présentation de cette décision.
C'est à cela que je voudrais consacrer l'essentiel de mon intervention, laconique, je l'espère, Mermaz, sans revenir sur cet échange entre partisans du "oui" ou du "non". Deux remarques simplement à ce sujet. Les camarades, et notamment Chandernagor, qui sont intervenus en faveur du "oui" nous ont dit à peu près ceci : il aurait fallu noyer le "oui" de Pompidou sous une masse énorme de "oui" qui lui auraient enlevé toute signification, car il y aurait eu à la fois des "oui" majoritaires et des "oui" minoritaires.
Je crois que cette façon de voir les choses est un peu naïve, car au soir du scrutin, ne vous y trompez pas, comme au soir de tout autre scrutin de quelque nature qu'il soit, on compte les voix globalement et on ne fait pas la distinction entre les mobiles qui ont inspiré les uns ou les autres. Que vous le vouliez ou non et quelles qu'aient été les réserves que nous aurions faites au cours de la campagne, les "oui" auraient été comptabilisés globalement en faveur de Pompidou et nous serions tombés tête baissée dans le piège qu'il nous a tendu.
Quant au "non", un certain nombre de camarades ont continué à penser que c'était une position que nous pouvions adopter. Eh bien, je crois qu'il nous faudra dire sinon peut-être dans la résolution que nous rédigerons tout à l'heure, mais en tout cas au cours de la campagne - et il nous faudra dire cela aussi en direction du Parti Communiste, qu'accepter de voter "non", c'est une manière d'entrer dans le jeu, d'entrer dans un jeu truqué, c'est avoir l'air de croire qu'on nous pose honnêtement une question sérieuse ; et c'est une raison pour laquelle nous refusons de dire "non". Si on nous propose d'entrer dans un tripot où nous savons que les cartes sont biseautées, nous n'hésitons pas, nous refusons d'entrer dans ce tripot, de même nous ne devons pas accepter le jeu qui nous est proposé. C'est, je crois, une des raisons de refuser le "non" que nous devons faire valoir au cours de la campagne.
Maintenant, en quelques mots, je voudrais dire ce qui me paraît devoir; si comme on peut le penser il y a une forte majorité en faveur de l'abstention, être les conditions dans lesquelles nous avons la possibilité de présenter cette attitude dans les meilleures conditions possibles.
D'abord, cela a son importance, bien qu'on n'y songe pas, il y a une question de vocabulaire. Je crois que nous devrions cesser d'employer le mot "abstention". Le mot "abstention", plusieurs l'ont dit, ne nous plait pas parce que la chose ne nous plait pas. Elle est contraire à toute la tradition de notre Parti, et d'une manière générale de toute la Gauche. Et puis ce mot peut laisser entendre que l'on a pas d'opinion sur le problème ce qui n'est pas le cas, ou bien même il peut laisser entendre, et déjà il y a une campagne de presse dans ce sens, que les Socialistes se précipitent vers cette forme de "ponce pilatisme" pour surmonter

leurs divisions, ces fameuses divisions dont on parle tout le temps.
Par conséquent renonçons à employer ce mot, et disons simplement - il aurait été souhaitable d'employer le mot "boycott", mais il a été pris par d'autres - que nous refusons de participer à une mascarade et une duperie, que nous invitons les électeurs à en faire autant, qu'ils choisissent entre l'abstention et le bulletin blanc. Il faut que nous laissions les deux possibilités ouvertes, on en a dit ce matin quelques unes des raisons, et je n'y reviens pas.
Ensuite je crois qu'il faudra bien entendu insister, essentiellement dans la campagne, sur le caractère plébiscitaire de ce référendum.
Mais auparavant il faut que nous dissipions toute équivoque sur l'attitude du Parti concernant le problème européen, et surtout le problème de l'élargissement de la Communauté européenne à l'Angleterre et à trois autres pays.
Il y a là dessus beaucoup à dire, et certains camarades ont développé cela.
Je crois qu'il ne faut pas s'attarder, car cela passerait au-dessus de la tête d'une grande partie de l'opinion, aux différences de conception entre l'Europe à la manière Pompidou et l'Europe que nous souhaitons.
Mais ce qu'il faut dire, c'est que les Gaullistes sont des néophytes de l'Europe, et surtout des néophytes de l'élargissement de la Communauté Economique Européenne, alors que nous devons rappeler, nous, que de tous temps nous avons souhaité que l'on ne s'enfermât pas dans une Europe à 6. Nous l'avons dit dès 1950, au moment où se créait la Communauté européenne du charbon et de l'acier, et nous l'avons dit aussi en 1957, au moment où a été signé le traité de Rome. Je crois que ce sont des choses qu'il faut rappeler.
Tout à l'heure Max Lejeune, je crois, a cité les noms d'un certain nombre de camarades qui à cette époque précisément, en 1957, se sont battu en faveur de la Communauté Economique Européenne. C'est pour moi l'occasion de dire ici que notre camarade Alain Savary, qui se trouve absent de Paris et qui n'a pas pu assister à nos travaux, a été à ce moment là le rapporteur favorable du traité de Rome à l'Assemblée Nationale Française, que ses convictions européennes ne datent pas d'aujourd'hui, et qu'il m'a demandé de le dire, cela ne l'empêchait pas de se prononcer aujourd'hui en faveur du refus de vote.
Par conséquent marquons très fortement qu'il ne s'agit pas pour nous, dans cette affaire, de prendre une position le fond, et indiquons, rappelons tout ce que nous avons fait et pour la construction européenne, et pour son élargissement à la Grande-Bretagne et à un certain nombre d'autres pays démocratiques.
Enfin, bien sûr, mais là dessus je ne veux pas insister, il faudra que nous parlions surtout du caractère plébiscitaire de ce référendum.
S'agi-t-il en effet, dans la question qui va être posée, de l'élargissement, de l'adhésion de la Grande-Bretagne ? Mais, camarades, il faut que nous rappelions que l'affaire est déjà réglée depuis longtemps. C'est vrai qu'il y a un tournant dans la majorité, c'est vrai que Pompidou a cessé d'opposer le veto qu'avec obstination de Gaulle a opposé à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun. Mais la conversion, elle a été faite dès son arrivée au pouvoir, puisque c'est à son initiative que s'est réunie en novembre-décembre 1969 la conférence de la Haye, à partir de laquelle il était évident qu'on allait vers l'entrée de la

Grande-Bretagne dans le marché commun.
Voilà quelques-unes unes des idées que je crois nécessaire de rappeler, soit, si c'est possible, dans le texte que nous voterons tout à l'heure, soit surtout au cours de la campagne que nous devrons mener pour cette affaire.
Et c'est par-là que je voudrais terminer. Sans doute il nous faudra un peu plus tard procéder à une analyse sérieuse, approfondie de tous les problèmes qui nous sont posés du fait de cette affaire un peu inattendue pour nous.
Il faudra que nous nous demandions si la méthode que nous avons suivie, et notamment l'interruption du dialogue avec le Parti Communiste, n'a pas été une erreur, et n'a pas contribué à nous amener à cette situation, ne serait-ce que pour une faible part.
Mais cela, ce n'est pas le jour de l'entreprendre. Nous sommes dans une situation incontestablement difficile, alors l'essentiel, c'est de mobiliser toutes nos forces. L'essentiel, et ce devrait être la dernière Consigne à donner aujourd'hui au terme de nos travaux, l'essentiel, c'est que le Parti se mobilise pour essayer de faire comprendre notre position, et sans doute aussi, comme un camarade le réclamait ce matin, que nous donnions sous forme de dossiers à tous les camarades qui participeront à notre campagne les meilleurs arguments, à la fois pour dénoncer le caractère plébiscitaire de ce référendum, et pour rappeler avec précision ce qu'est notre position à nous sur la construction de l'Europe.
(Applaudissements)

Le président - Je suis saisi de deux motions d'ordre sur le vote indicatif, l'une de Spénale, l'autre de Chandenagor. Spénale, tu as la parole.

**Georges Spénale**
Camarades, je voudrais m'élever contre le fait que l'on nous fait déjà voter, alors que le débat n'est pas clos, et l'on nous fait voter en considérant qu'il n'y a que trois solutions possibles.
Je m'excuse, mais personnellement j'ai une quatrième solution à proposer, qui consisterait tout d'abord à dire, notre position peut n'être pas définitivement arrêtée aujourd'hui.
Dire "oui", dire "non", dire "abstention", c'est dire que nous n'avons plus aucune marge de manœuvre demain. Or je pense personnellement qu'il reste encore des tas de possibilités d'ici le Moment du référendum.
Alors si l'on m'en donne la permission, je voudrais expliquer ce que je considère corne une solution supplémentaire.
On a mis en cause nos organismes directeurs. On peut le faire, personnellement je ne leur ferai pas tellement de reproches. Il y a eu du bon et du moins bon dans la position qu'ils ont prise. Cela a eu tout au moins le mérite de montrer que notre Parti a une position très claire sur l'Europe, une position "pour", qui a été encore affirmée dans la Convention nationale de Suresnes, et était disposé à faire dans l'esprit de l'union de la Gauche, un pas considérable dans un sens qui n'était pas celui de sa doctrine permanente, et je dis bien de sa doctrine permanente, car Chandernagor n'avait pas tout à fait tort ce matin quand il disait

combien il serait difficile d'expliquer notre position.
Je me rappelle le dernier débat à l'Assemblée Nationale, sur l'entrée de l'Angleterre dans le marché commun quand de Gaulle a opposé son veto.
Chandernagor a fait une déclaration qui se résume ainsi : vous voulez l'Europe anglaise, sans l'Angleterre.
L'Europe à l'anglaise, parce que vous ne voulez pas de supra-nationalité, et sans l'Angleterre parce que vous la maintenez en dehors.
Nous les avons mis au défi de faire un référendum. Là dessus, on le fait ! et nous ne savons pas où on en est. C'est vraiment très difficile.
Je comprends qu'il soit très difficile de prendre une position, par conséquent, qui ne soit pas le "oui".
En sens inverse, nous avons cette préoccupation de maintenir autant que faire se peut la position militaire de la Gauche, et personnellement j'aurais tendance, en considérant que le Parti Communiste s'est dépêché de prendre sa position "non", en consultant qui, dans ses instances ? Pas grand monde, et qui a pris certainement une position tactique pour faire pression sur notre Convention d'aujourd'hui, à lui montrer que puisque nous avons fait un pas dans sa direction, un pas qui était contre notre conviction profonde, mais un pas qui n'était fait que dans la mesure où il y répondait en faisant l'autre moitié du chemin, dans la mesure où il a refusé de faire cette moitié du chemin nous sommes libérés de la concession que nous voulions faire dans sa direction. Nous n'avions aucune raison de sortir de notre propre chemin, de notre propre doctrine, dans la mesure où nous le faisions en direction de gens qui ne répondent pas à notre appel.
Alors nous pourrions dire, nous aussi, nous allons prendre position suivant notre doctrine, comme vous le faites, puisque vous ne cherchez absolument pas à nous rejoindre sur un chemin qui est le seul chemin de conciliation entre nos deux formations. Alors vous gardez votre liberté, nous reprenons la nôtre. Nous votons "oui" parce que c'est notre conviction profonde.
Mais nous disons : nous votons ""oui", mais..." Si vous acceptez encore de faire la moitié du chemin, alors nous prendrons l'abstention. Ce qui veut dire que dans la mesure où nous ne pouvons rien faire pour montrer qu'il y a un vote unanime de la Gauche, chacun suit son chemin. Mais si vous voulez faire la moitié du chemin, nous faisons l'autre moitié de chemin, et alors nous sommes prêts a donner la priorité à la politique unitaire.
Je crois qu'ainsi nous ne désavouons pas les instances du Parti qui ont cru devoir se définir très rapidement, et je dois dire que si on peut les critiquer, on doit aussi les excuser, car aujourd'hui la politique est rapide. Ce n'est plus le temps des diligences, il faut sortir les cotes très vite quand les gens tirent !
Mais nous disons : le chemin que nous avons fait, le geste que nous avons fait, la main que nous avons tendue n'a pas été saisie, ceci nous rend notre liberté, nous reprenons notre position profonde. Mais si vous voulez encore demain discuter avec nous, nous reviendrons faire la moitié du chemin et nous nous retrouverons avec vous dans l'abstention.
Nous constatons ainsi que cette mariée qui s'était présentée avec un bouquet de

fleurs ne voulait pas être dupe d'un refus un peu brutal, mais qu'elle était encore prête à se marier, et que dans ces conditions nous sommes toujours ouverts à la politique d'union de la Gauche, mais que si cette politique n'a pas d'expression à propos du référendum qui vient, alors nous sommes fidèles à nos engagements européens.
Ceci suppose que nous avons une quatrième solution, qu'il n'y a pas que le "oui", que le "non", que "l'abstention", mais qu'il y a aussi le "oui" et l'abstention avec les Communistes s'ils veulent bien nous rejoindre.
J'ajoute que ce faisant, nous sommes corrects à l'égard de nos intentions européennes, pour la bonne raison que si les Communistes veulent effacer leur "non", la comptabilité -nationale à l'égard des partisans de l'Europe ne sera pas défavorable. Et en même temps nous sommes corrects à l'égard de l'union de la Gauche.

Le président - Spénale, tu as la parole pour une motion d'ordre.

Georges Spénale - Voila, j'ai terminé. Je peux même m'arrêter tout de suite.

Le président - Merci.
La parole est à Chandernagor.

**André Chandernagor**
Camarades, si j'ai demandé la parole, pour une motion d'ordre, c'est qu'on est en train de distribuer les bulletins pour un vote indicatif, où je vois : "oui", "non", "abstention". Déjà Spénale, et je ne savais pas qu'il en parlerait avant moi ni qu'il avait déposé une motion d'ordre, dit, mais il n'y a peut-être pas urgence à statuer, et peut-être que le renvoi de la décision définitive du Parti, après que nous ayons pris connaissance de la question exacte, et après que nous ayons pu continuer un certain nombre de négociations, s'impose c'est-à-dire qu'il devrait y avoir : "oui", "non", "abstention", et "renvoi".
Personnellement j'avais demandé le renvoi, non seulement pour les raisons qu'a indiquées Spénale, mais pour d'autres.
Enfin, voyons ! Ce matin j'ai déploré la hâte excessive avec laquelle on avait procédé, et je reprends ce que Mauroy nous a dit. Le bureau a pris position, il a négocié, et, vous a-t-il dit, au moment où le Bureau a pris sa position favorable à l'abstention, le Bureau était en droit de penser - ce sont ses propres paroles- que cette abstention serait largement ratifiée par toute la Gauche.
Là dessus, sur ces espérances - c'est bien ce que nous a dit Mauroy - il renonce à réunir un Comité directeur qui devait avoir lieu samedi matin, qui était déjà convoqué, et il décide de convoquer la Convention, en espérant bien entendu que l'accord étant fait entre toute la Gauche, la Convention n'aurait plus qu'à faire une sorte de ratification d'enthousiasme.
Alors peut-être aurait-on pu se satisfaire d'une procédure brusquée.
Mais en réalité les choses ont tourné tout autrement, et nous nous trouvons devant des choix difficiles. Lorsque je regarde la lettre de convocation pour cette

Fondation Jean-Jaurès

Convention, camarades, elle est datée du 22 mars, nous l'avons reçue dans les fédérations le 23. nous sommes aujourd'hui le 26.
Peut-être que j'ai une fédération rétrograde, mais je ne fonctionne pas à l'ordinateur, et je ne suis sans doute pas le seul...

Dans la salle - Nous l'avons fait !

André Chandernagor - Vous l'avez fait, vous êtes des types formidables ! Seulement je voudrais que chacun d'entre nous s'interroge fortement, notamment dans les petites fédérations. Qui peut dire raisonnablement que, recevant une lettre le 26 alors que nous sommes aujourd'hui le 26, les sections ont été valablement consultées ? Ce n'est pas vrai ! Regardons-nous honnêtement, "ce n'est pas vrai !
Oh ! Vous pouvez toujours dire que c'est vrai, seulement c'est pour cela que j'appuie la proposition de Spénale pour le renvoi, sinon, d'un bout à l'autre, cette procédure aura été viciée, et dans ce cas là, moi je ne prendrai pas part à la procédure, je tiens tout de suite à vous le dire !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy.

**Pierre Mauroy**
Ce que je voudrais dire, c'est qu'il y a 21 orateurs inscrits, et qu'on amuse un petit peu la Convention nationale en créant des problèmes de procédure qui ne se posent pas ! Parce que dans tous les cas, nous appliquerons la règle démocratique !
(Applaudissements)
Par conséquent ce que je peux dire, et je suis étonné d'un certain nombre d'interventions, c'est que tout ce qui a été fait l'a été à l'unanimité de tous les membres du Secrétariat, du Bureau exécutif.
Ce n'était pas la peine d'organiser des courants de pensée, ce n'est pas la peine qu'un certain nombre de camarades se prennent pour les grands penseurs de courants de pensée s'ils sont incapables d'avoir une quelconque autorité sur leurs troupes !
(Applaudissements et protestations)
Je n'accepte pas le procès que l'on fait à la direction sur ce problème là, et je dis que la direction est prête à respecter la règle de la démocratie, et je vais faire des propositions pour cela. Mais ce n'est pas possible de faire ce procès !
Je dis même plus : je dis que la proposition qui était faite par le Secrétariat, c'était un Comité directeur le samedi, hier, et une Convention le 8 avril. En définitive une proposition a été faite pour avancer la date de la Convention, et nous sommes tombés tous d'accord.
Par conséquent il ne peut y avoir de problème sur le fait qu'on aurait précipité le mouvement ou employé une méthode antidémocratique pour aboutir à nos fins, ce n'est pas vrai du tout !

Fondation Jean Jaurès

Dans la salle - Pas de vote par mandat!
Vote par délégué !

Pierre Mauroy - Si on veut un vote par mandat, on aura un vote par mandat. Mais je dis à Chandernagor que ce n'est pas la peine de multiplier les incidents de procédure.
En définitive, tous les camarades qui se sont succédés à cette tribune le savent, on n'a pas encore imaginé une autre réponse; on est pour 1e "oui", on est pour le "non" ou on est pour "l'abstention", ou le vote blanc. Cela, c'est clair!
Cela dit, une Commission des résolutions va se réunir. Si la proposition est faite devant la Commission des résolutions, Chandernagor pourra la faire devant cette Commission...

Chandernagor - Non, je n'irai pas !

Pierre Mauroy - …du renvoi devant un Comité directeur ou devant une Convention nationale, la question sera posée à la Convention nationale et la Convention nationale tranchera, on ne peut pas faire mieux
Par conséquent ce n'est pas la peine de multiplier les incidents de procédure !

Le président - Le débat continue, et je donne la parole a Taddéi.

**Dominique Taddéi**
Camarades, la Commission départementale exécutive de la fédération de la Somme, élargie aux secrétaires de section, s'est réunie hier. Elle a décidé à l'unanimité moins une abstention, non motivée d'ailleurs, de se déclarer solidaire de la décision unanime prise par le Bureau national du Parti, et cette solidarité est absolument sans aucune arrière-pensée.
Je ne crois pas que ce soit le moment, Mauroy vient de le dire, de faire de la procédure. Ce n'est vraiment pas cela que nos militants et que les citoyens attendent du Parti Socialiste dans la circonstance actuelle.
Je me permets de rappeler à certains camarades qui remontent à trois ans en arrière et qui depuis trois ans nous montrent le danger des thèses de l'union de la Gauche, qu'à Epinay ces mêmes camarades ont voté pour le vote indicatif sur une notion qui parlait d'union, de la Gauche et de stratégie de rupture. Ils ne la trouvaient pas dangereuse, l'union de la Gauche, il y a quelques mois.
Je rappellerai également que dans le vote final ils ont choisi, et je pense ici à Chandernagor ou à Max Lejeune ou encore à Hintermann, de s'abstenir, ce qui était leur droit, mais si l'union de la Gauche était dangereuse, il fallait défendre une motion, avoir votre place au Bureau national du Parti et faire ces observations que vous faites après coup dès mardi soir !
(Applaudissements)
La vérité, c'est que mardi soir c'était le printemps, il faisait soleil, aujourd'hui il pleut et la stratégie de l'escargot recommence... (murmures) on ressort, parce

Fondation Jean-Jaurès

qu'il pleut, parce que ça va mal, et on montre tous les inconvénients de l'union de la Gauche qu'on avait mis dans sa poche dans une autre saison. Tu nous as assez dit, que nous serions cocus avec le Parti Communiste... Je te laisse choisir la dialectique des cornes, tu feras comme tu voudras !
(Applaudissements)
Le Bureau national de mardi a été unanime, camarades, et ce pour trois raisons, pas pour une seule, pour trois :
La première raison, c'est que nous avons estimé que la question posée n'allait pas dans le sens de l'Europe, qu'elle allait contre la conception que les Socialistes avaient toujours défendue de l'Europe et vous pouvez, de ce point de vue, relire la motion qu'il y a quinze jours nous avons voté, nous parlons deux fois de danger de dilution de l'Europe, mais l'élargissement tel qu'il est prévu par la majorité actuelle va remettre en cause les deux seuls points sur lesquels l'Europe avait accompli quelque chose de positif depuis une douzaine d'années.
Ne parlons pas de l'Europe des mythes, mais de l'Europe des réalités.
Qu'est-ce que c'est l'Europe, aujourd'hui, à côté de tous ses aspects négatifs ? C'est deux choses : un tarif extérieur commun de quelques 12% et une politique agricole. Eh bien à partir du moment où vous élargissez à 10 pays, à partir du moment où les pays de l'ancienne Union française et du Commonwealth sont concernés, vous allez élargir, multiplier les accords d'association du type libre échangiste et ce n'est plus une préférence tarifaire que vous réalisez entre les Européens, c'est une discrimination tarifaire à l'égard des Etats-Unis.
C'est cela la question qui est posée si on se tient au texte même de la question posée par Georges Pompidou à sa conférence de presse. Il y a bien sûr d'autres aspects, mais celui là est le premier qui est posé. Alors, si vous voulez casser le peu de chose de l'Europe qui existe, allez-y, votez "oui".
Cela a été la première observation faite mardi au bureau national du Parti.
La seconde, évidemment, c'est que le référendum est, non seulement anti-européen, mais aussi antidémocratique. Ce n'est pas difficile à démontrer, nous le savons, on va faire voter les Français sur une question qui a déjà fait l'effet d'un accord, non ratifié, mais international de quelques 500 pages qui va être dans les mairies, vous pouvez vous demander combien de citoyens vont aller dans les mairies lire les 500 pages en question pour savoir si nous avons affaire à une procédure démocratique...

Arthur Notebart - Tu as lu Marchais, toi !

Dominique Taddéi - ... et de ce point de vue, Georges Pompidou nous a donné la meilleure des réponses, il nous a dit que le problème était déjà résolu au niveau des Assemblées parlementaires et qu'il se faisait fort d'avoir une majorité à l'Assemblée Nationale et au Sénat pour répondre "oui" à sa question.
Alors, pourquoi fait-il un référendum, camarades ? Il y a tellement de sujets sur lesquels il aurait pu en faire un : référendum sur l'avoir fiscal, lançons le défi à la majorité actuelle ou sur les questions internationales, est-ce que les Français sont, "oui" ou non, pour les Phantom, à la Grèce ou à l'Afrique du Sud.

Non, on le pose sur une question déjà résolue et c'est pour cela, encore une fois, c'est la seconde raison pour laquelle le Bureau national du Parti a estimé qu'il fallait préconiser l'abstention.
La troisième raison, c'est vrai, c'est un référendum contre la stratégie d'union de la Gauche et, de ce point de vue, il faut être très lucide, L'évènement le disait ce matin, c'est vrai que c'est un échec tactique de l'union de la Gauche que la réponse du Parti Communiste, on ne va pas se voiler la face, on le sait, et ce n'est que pour ceux qui avaient une conception par trop sentimentale de cette union qu'il y a véritablement, de ce point de vue, fait nouveau ; pour les autres, nous savons que ce n'est pas facile, que le Parti Communiste veut faire l'union de la Gauche sur ses bases à lui et pas sur les nôtres.
Alors, la divine surprise de camarades toujours contre l'union de la Gauche, qui s'étaient tus, mais qui découvrent, oh ! Epouvante, qu'elle n'est plus possible à partir de la réponse de Georges Marchais, cette divine surprise, camarades, elle est un peu grosse, nous savons que l'union n'est pas facile, qu'elle ne se fera pas en un jour, alors ne caricaturons pas nos positions.
La vérité, c'est que ceux qui nous propose le "oui" aujourd'hui et qui ont pu s'exprimer antérieurement, dès le Bureau National, ont une curieuse conception de l'union de la Gauche, car, enfin, camarades, et cela vaut pour les quelques camarades tentés par le "non", mais ils commencent à réaliser, j'ai cru le comprendre à travers leurs interventions, comment notre réponse à un référendum pourrait-elle dépendre de la réponse du Parti Communiste ?
Ah ! si c'est cela l'union de la Gauche, ce n'est pas notre position, nous sommes pour l'union de la Gauche, mais pas aux conditions du Parti Communiste et en aucun cas nos attitudes politiques seront dépendantes de l'attitude prise par les Communistes.
Bien sûr, si les Communistes avaient répondu par l'abstention, nous aurions proféré, comment le nier, c'est l'évidence, mais si les Communistes répondent autrement, tant pis pour eux, c'est dommage pour l'union de la Gauche, mais ce n'est pas pour cela que les Communistes nous feront bouger d'un iota de notre position. C'est cela, être pour l'union, dans un esprit Socialiste. Tout le reste n'est que tactique et procédure.
Alors, il y a des camarades maintenant qui nous proposent le renvoi.
Je dirai à ces camarades, qui sont les mêmes que ceux qui s'inquiètent de la procédure suivie jusqu'ici, qu'ils ont une curieuse conception de la façon dont doivent travailler un parti de classe, un parti engagé dans la lutte de classes et un parti qui se veut révolutionnaire !
Camarades, il y aura toujours des conditions historiques où il faudra se prononcer en 48 heures et vous voulez faire la campagne avec dix ou douze jours, et avec quels moyens ? Si nous ne commençons pas tous à nous mettre au travail pour convaincre la majorité du bien fondé de notre position, comment voulez-vous faire la propagande en huit jours seulement ?
A ces camarades qui, maintenant pris d'un scrupule qu'ils n'avaient peut-être pas en d'autres temps, veulent attendre la question du régime pour donner leur réponse ; je suis obligé de leur dire que quant à nous, nous n'attendrons pas leur

Fondation Jean Jaurès

réponse pour savoir la question qui est posée.
Et puis, parmi ces camarades, j'ai cru comprendre à travers la presse, mais elle est déformante, nous le savons tous, qu'il y avait aussi notre camarade Charles Hernu ; qu'il me permette de dire que 24 h après la conférence de presse du Président de la République, il se prononçait pour le "oui", et maintenant il nous demande quinze jours, trois semaines de plus de réflexion !
Alors, je réponds à ces camarades là que s'ils veulent quinze jours de plus de réflexion, ils nous assurent au moins que ce n'est pas pour nous entraîner dans les allées du "oui", et, de ce point de vue, l'argument sympathique d'Hintermann ce matin ne nous a pas convaincus un seul instant. Il ne nous a pas convaincus parce que, nous dit-il, l'union de la Gauche, c'est fini, si j'ai bien compris, ou du moins nous la ferons avec tout le monde, et le grand risque, nous dit-il, c'est que le "oui" va être majoritaire et pour que ça ne se voit pas, on va coller à lui et voter "oui" aussi, comme ça tout le monde sera embrouillé...
Mais, suivons sa proposition : acceptons le "oui" comme il nous le propose, nous aurons - qui peut l'ignorer - des élections très rapidement, surtout si nous prenons le "oui", et comme le sondage indiquera que l'UDR arrivera en tête, on n'aura qu'à faire voter pour l'UDR... pas de raison de s'arrêter dans ce mode de raisonnement…
(Protestations)

Arthur Notebart - C'est ridicule !

Dominique Taddéi - Je voudrais dire qu'il n'y a aucune raison de céder à la morosité. Que nous soyons déçus de la réponse du Parti Communiste, comment le nier ? C'est l'évidence même. Mais nous savons que ce sera long, difficile, en 1936, il a fallu quinze ans... Que nous ne le ferons pas du jour au lendemain, mais François Mitterrand a bien dit que nous ne changerions pas de camp, et tout le monde l'a applaudi à ce même Suresnes !
Eh bien oui, même si en ce moment, les Communistes sont anti-unitaires, nous ne changerons pas de camp.
Et puis, après tout, êtes vous sûrs que le résultat sera aussi mauvais ? Etes vous sûrs que le "oui" va faire le score de 15 millions, c'est-à-dire le score de Pompidou et Poher réunis au 1er tour des élections présidentielles ? On va voir.
Moi, je dis à ceux qui maintenant ont peur qu'on les engage dans une catastrophe électorale, qui curieusement, ont maintenant cité Alfortville, que nous ferons un meilleur score, André Chandernagor, que nous ne l'avons fait à Alfortville.
Et je voudrais dire aussi à ces camarades qu'il y a un parlementaire que je connais bien qui, à 4 h. du matin, à Alfortville, nous disait, ce qu'il y aura de bien dans cette affaire, c'est qu'au moins les Communistes seront obligés de se compter dans l'élection présidentielle.
Qu'on ne m'oblige pas à faire des rappels trop cruels en ce domaine ! Vraiment, ces stratèges en matière électorale me paraissent ignorer pas mal de problèmes en ce domaine.

Fondation Jean Jaurès

Nous, nous prétendons que la majorité bourgeoise à laquelle se rallient maintenant ceux que l'on appelle les centristes d'opposition - ce doit faire un député à l'Assemblée Nationale actuelle, si mes souvenirs sont exacts - reculeront par rapport à la consultation de 1969 1er tour. C'est fort possible et nous pouvons le réaliser.
Face au Parti Communiste qui, pendant si longtemps était le champion de l'union de la Gauche, qui nous reprochait de ne pas l'être - il avait peut-être raison, jusqu'en 1963 nous n'étions peut-être pas très unitaires, alors, souvenons-nous... Et puis ensuite, peut-être de 1963 à 1969, nous l'étions avec réticence, ensuite avec scrupule, et puis ensuite avec habileté - aujourd'hui, nous avons fait la démonstration unanime, au Bureau, que nous étions tous, très clairement, pour l'union de la Gauche et c'est le Parti Communiste qui, en réalité, se trouve dans la position la moins unitaire des deux et ceux qui veulent rééquilibrer la Gauche, à ceux là nous disons que nous avons une chance unique de la rééquilibrer en cette occasion qui ne nous a pas été donnée depuis très longtemps.
En effet, je préférerais que le Parti Communiste se soit abstenu, mais il nous donne l'occasion de rééquilibrer la Gauche... avec les pêcheurs à la ligne, ce serait trop facile, nous ne jouons pas à cela.
Nous savons qu'il y a dans ce pays, par cinq consultations référendaires, un nombre d'abstentions qui est de 20% a vraiment très peu près, soit entre 5,5 millions et 6 millions d'électeurs. Eh bien, camarades, il nous appartient, au-delà de ces pêcheurs à la ligne d'amener sur la position que nous proposons plus de voix qu'il n'y en aura pour le non. Faites le compte. C'est très possible, il n'y a vraiment pas lieu de crier à l'heure qu'il est à la catastrophe.
Mais cela suppose, camarades, que le Parti tout entier soit uni. Bien sur, nous avons pris des coups dans cette affaire, mais quand des coups surviennent sur un organisme, il en tire des leçons, il rebondit et parvient en vérité à en tirer profit.
Camarades, nous pouvons faire encore du 23 avril un succès du Parti Socialiste. Pour cela, il faut que nous travaillions tous ensemble. Croyez-moi, dépêchons-nous de le faire.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Notebart.

**Arthur Notebart**
Mes chers camarades, j'ai pensé que dans un débat de ce genre, il n'était pas possible au militant que je suis de se taire, de ne pas donner à la fois ses réflexions et son angoisse.
Adhérent au Parti Socialiste en 1929, cela a fait quarante trois ans au moins en février dernier, c'est peut être une référence qui peut compter !
Et, en plus, ayant constaté à midi, que le Conseil national à huis clos se traduisait par l'utilisation du 1er étage de cette salle, face au panneau du Parti, par la télé des interviews relatant presque mot pour mot les interventions de Chandernagor, j'ai pensé qu'il ne fallait pas jouer ce jeu de l'hypocrisie du

silence. J'ai pensé qu'il était bon de dire au Parti un certain nombre de choses qui n'ont pas été dites à cette tribune, dans le compte rendu du Bureau national du Parti et dans l'entrevue avec le Parti Communiste mercredi, et vous livrer un certain nombre de réflexions que j'entends partager en 3 points précis :
Le premier, concerne les méthodes d'organisation de la tenue de ce Conseil national ou Convention nationale, peu importe la formule, définir la position du Parti par rapport au référendum, et avec vous, essayer de tirer quelques conclusions, si vous le voulez bien encore, dans le domaine de l'action du Parti pour demain.
Je pense, quant à moi, que l'heure est grave et que le Parti est en train de jouer dans l'heure qui passe, à peu près à quitte ou double. Je sais que ceux qui n'ont pas grand chose et qui sont souvent les plus acharnés jouent allègrement au quitte ou double ; je sais, pour ce qui me concerne, ce que représente le passé de lutte de la classe ouvrière et les positions qu'elle détient encore et je sais que la logomachie révolutionnaire ou les prévisions de Madame Soleil ne sont pas des arguments politiques.
Alors, si vous voulez bien, on va essayer très rapidement, d'examiner un certain nombre de réflexions.
Tout d'abord, on a évoqué plusieurs fois le fait que mardi soir, il y a eu unanimité au Bureau national. Je fais tout simplement appel à l'honnêteté du Premier secrétaire, et cela est à mes yeux suffisant, pour rappeler que dans ce débat de mardi soir, j'ai, personnellement, apporté un ordre du jour opposé à celui présenté par Claude Fuzier, ordre du jour se terminant par un véritable nègre blanc qui ne gênait personne, en ayant d'abord mis une condition, c'est qu'en aucun cas la proposition d'abstention ne serait diffusée en dehors de la Convention nationale et que, deuxièmement, il serait fait un compte rendu objectif de l'entrevue avec le citoyen Marchais, au siège du Parti Communiste.
Si les camarades doutaient ou ce laissaient prendre aux élucubrations de la radio, quels que soient ses titres, je voudrais tout simplement dire au Comité National que le texte que j'avais présenté à l'époque était le suivant :
-"Le Parti Socialiste proposera au Parti Communiste comme position commune l'abstention au référendum sur l'Europe," et non pas de voter "oui", comme l'ont prétendu à la fois Luxembourg et Europe n°1 le mercredi matin, et j'indiquais,"dans l'optique de déterminer rapidement une politique internationale commune, en vue d'un gouvernement de la Gauche, dans l'axe de la Convention de Suresnes", et j'aurais souhaité que ce texte soit rendu public.
Je me suis rendu, oh ! Non pas aux exhortations mais aux conseils amicaux des uns et des autres. Voilà comment le texte a été unanime. Qu'il n'y ait donc pas d'équivoque en la matière.
Dans le domaine de l'entrevue avec le citoyen Marchais, tout à l'heure, au début, on a ironisé en disant que les radicaux nous avaient accueillis avec le whisky. Je signale que l'élément buvable n'était pas exclu du rendez-vous du Parti Communiste... Ceci est peut-être pour la petite histoire, mais comme on l'a évoqué, il n'était pas mauvais d'ajouter cette précision.
J'ai ici cinq pages de notes prises au fur et à mesure de l'entrevue de mercredi

avec le Parti Communiste, avec les interventions des camarades intervenus.
Le citoyen Marchais a en vérité fait un véritable discours de provocation pour me résumer, et je lui ai dit, et je fais là encore appel au souvenir des participants et à la lecture presque in extenso des pages 220, 221, 222, 223 et 224 de sa procédure que j'ai là et dont on pourrait parler si on en avait le temps.
Je voudrais également signaler que le citoyen Marchais, et j'aurais voulu que tout à l'heure Pierre Mauroy ou d'autres évoquent cet incident scandaleux, ce procédé un peu particulier que Georges Marchais a employé à l'égard de François Mitterrand relatant, certaines démarches du lundi, pourquoi j'en parle ? Parce que l'Humanité, dans le compte rendu de Marchais et d'Ansart en parle.
Le lundi, on avait contacté François Mitterrand en vue d'obtenir un programme commun sur la réponse au référendum en essayant de faire croire que Mitterrand aurait été, je ne sais quel sous-marin travaillant tout seul avec lui-même. Plusieurs fois, dans l'entrevue, Marchais a essayé de placer Français Mitterrand dans une mauvaise passe.
Vous apprécierez d'ailleurs comme il convient l'honnêteté ou plus exactement la malhonnêteté habituelle du Parti Communiste Français ! Cela n'est pas nouveau, cela est permanent, je regrette simplement que la Convention nationale n'en ait pas été avertie.

Pierre Mauroy - Tu permets…

Arthur Notebart - Si je me trompe, la sténo peut rectifier…

**Pierre Mauroy**
Cet incident a eu un caractère personnel ; lorsque j'ai pris la parole, François Mitterrand n'était pas dans la salle ; j'ai estimé qu'il lui appartenait, à lui seul, de relater cet incident-. Et je dois dire que j'ai pensé relater à la Convention nationale cet incident si j'avais eu la possibilité de voir François Mitterrand avant pour lui demander l'autorisation d'en parler.
Tu as relevé que c'était dans l'Humanité... On y reviendra.

**Arthur Notebart**
Quelle que soit l'excuse de Pierre Mauroy, je dis que la Convention nationale a engagé le débat sans avoir toutes les données du problème.
C'était le sens de ma mise au point.
A partir du moment où ceci était rendu public par l'Humanité, je me suis senti dégagé de la confidence que m'a fait François Mitterrand, à la fois au Siège du Parti Communiste Place du Colonel Fabien qu'à la Cité Malesherbes.
J'en reviens à l'entrevue.
Le Citoyen Marchais, après avoir fait ces véritables provocations à l'égard du Parti, a terminé son intervention de la façon suivante, et si les camarades dans le Parti sont gênés à la pensée que les Socialistes pourraient dire différemment du Parti Communiste, voici exactement, mot à mot, comment le citoyen Marchais terminait son intervention, avant le dernier mot de François Mitterrand

déterminant le nombre de délégués pour l'examen du programme : "Ce ne serait pas une catastrophe si vous étiez "oui" et si nous étions "non", nous pourrions continuer."
Voilà le sens de l'indication du Parti Communiste.
Je voudrais que tout cela soit clair, et je dis aussi à la Convention nationale, que j'ai personnellement dit au Citoyen Marchais, en ayant eu peut-être la chance de le mettre deux fois en colère, ce qui ne me déplaît pas, encore toujours sous le contrôle de la délégation, avoir dit, donc à Georges Marchais que pour ce qui me concerne, je suis prêt à voter "Non" dans la mesure où le "non" s'appuie sur une politique commune dans le domaine de l'action internationale, et qu'il y a là non seulement une bonne chose pour le référendum mais mieux encore pour le programme de gouvernement de l'union de la Gauche, cela ne m'a valu que des ricanements pour des raisons que chacun comprend, à moins peut être ceux qui croient encore au ciel parmi nous, cela peut parfois arriver.
Je voudrais simplement essayer d'en arriver au problème du choix.
Il nous faut choisir, "oui". Quand tout à l'heure certains disaient que le Parti était plutôt pour le "oui", je pourrais m'amuser - mais à quoi bon ? Il y - assez d'oreilles indiscrètes à travers les murs et les radios en disant au Bureau Politique du Parti que j'ai entendu dire : "Si les Communistes préconisent le "non", nous, nous défendrons le "oui"... Il y a en l'occurrence quelques voisins qui tenaient ce langage.
Je pourrais aussi indiquer à la Convention nationale que lorsque nous avons adopté ce texte qui a été envoyé à nos voisins de la Gauche, nous envisagions l'abstention pour l'union de la Gauche, camarades.
Est-ce que l'union de la Gauche vous la limitez au Parti Communiste tout seul ? Première question. Si vous répondez "oui", alors je m'en excuse, nous en avons terminé. Mais, comme je pense que ce n'est pas limité au Parti Communiste, je crois personnellement quant à moi que le débat n'est pas clos et qu'il continue.
L'abstention, tout à l'heure on nous disait qu'elle sera pour 1/3 des inscrits. Madame Soleil en pull-over ou sans pull-over, vous savez, cela ne règle pas les problèmes arithmétiques.
Comme j'ai une fâcheuse habitude de collectionner les comptes-rendus du dernier referendum - en l'occurrence les élections présidentielles - je voudrais vous livrer quelques départements de gauche à votre réflexion :
Dans l'Aisne, aux élections présidentielles, Jacques Duclos avait fait 27.62% des voix ; au deuxième tour, 27.91% d'abstentions.
Dans l'Aude, Jacques Duclos avait fait 25.70% des voix, et je ne parle pas bien entendu des Rocard, Krivine et compagnie, on peut les ajouter, cela va encore renforcer mon argumentation. Les abstentions étaient de l'ordre de 25.68%.
Dans la Nièvre, Jacques Duclos avait fait 25.90%. Il y avait là 2.87 à Rocard, 0.99 à Krivine, et les abstentions ont fait 28.27%.
Encore un dernier exemple d'un département de gauche ; dans l'Ariège, Jacques Duclos avait fait 25.41%, 3.20 Rocard et 27.49%.
Dans la Somme, que Taddéi doit connaître, j'y ai trouvé le résultat suivant : 28.94% Jacques Duclos, 3.31 Rocard, 1.13 Krivine et 25.70% d'abstentions.

Ah ! Vous marchez vers la victoire, comme les écrevisses, c'est la seule différence !
Je voudrais aussi vous dire que si l'abstention est difficile, j'ai souvent dans le Parti été minoritaire moi aussi? J'ai toujours été discipliné et j'ai parfois frisé le suicide.
Je suis maire d'une cité qui a réussi le tour de force d'avoir une majorité de non : la majorité à Mitterrand la majorité à Poher. Il faut le faire !
Eh bien, je ne je ne veux pas, le 23 avril, me trouver avec un referendum où la majorité sera Pompidou ! Je ne le laisserai pas faire !
Partant de là, des camarades nous ont dit "Oh, mais c'est différent, vous savez ; en 1969, c'était les présidentielles. Essayez d'être sérieux" D'autres nous on dit ; vous vous voyez à la télévision avec les orateurs du "oui", vous vous voyez avec eux ?
Voyons camarades, pour liquider le Vieux en 1969, Tixier Vignancourt les vichystes et les fascistes ne vous gênaient pas, car je pense que vous êtes bien convaincu que sans eux vous n'auriez pas eu la peau du bonhomme ! Alors, si vous voulez bien, un peu moins de mégotage, un peu plus de sérieux. Croyez-moi, ce n'est pas inutile !
Si vous voulez, je voudrais vous donner une impression d'un militant qui croyez-le, vit le Parti depuis toujours. Vous permettez de dire qu'il le vit bien, même s'il fallait que quelqu'un en sourie, je n'ai que le malheur d'être Secrétaire de la section que j'administre depuis aujourd'hui trente-cinq ans, d'avoir plus de militant aujourd'hui qu'en 1936, d'avoir un pays repris contre les Communistes dans des conditions difficiles !
Alors, je vous en supplie, essayez de réfléchir essayez de ne pas vous emballer et de vous dire que la plus mauvaise affaire pour le Parti serait qu'il soit tout seul dans l'abstention. Nous serions alors au sens du mot liquidé, démonétisé et je vous demande de réfléchir.
Il faut que le Parti se préoccupe de poursuivre d'abord le dialogue avec les autres : le Parti Radical, le P.S.U., et pourquoi pas, des démocrates s'ils sont sérieux et raisonnables ; qu'on ne me fasse pas bien sûr parler de quelques-uns, je n'ai pas besoin d'insister, chacun connaît mon avis en la matière, et ce n'est pas moi qui les ai incorporé dans ma municipalité ! Et je n'ai besoin de recevoir de leçon de personne !
On a ajouté d'une façon très claire en passant que si cela n'arrivait pas, eh bien il ne resterait que le "oui" motivé si on n'a pas le "non" tous ensemble.
Nous sommes dans un Congrès qui représente paraît-il le Corps Electoral Socialiste. Est-ce que vous vous êtes penchés sur cette question, camarades ?
Si je voulais faire une salle blague, je dirais : "Vous, les parlementaires, debout qu'on vous compte pour voir où vous êtes"... "oui", tu es là, Courrière mais pas toujours, permet moi de le dire aussi en passant !
(Rires)
Je me permets d'ajouter que moi j'y suis toujours, et c'est là, la différence…

Un délégué - Tu n'es pas seul !

Contribution Jean Lacès

Arthur Notebart - Tu as raison, nous sommes au maximum une dizaine, voilà ce que nous sommes, et je suis effrayé quand je sais la mentalité du groupe parlementaire…

Un délégué - Et au Sénat…

Arthur Notebart - Eh bien au Sénat, il fût un temps où quelques-uns autour de moi reprochaient certains votes à l'Assemblée qui, à mes yeux, ne sont pas les meilleurs !
Je voudrais encore vous dire une chose : faites attention à l'illusion des Congrès... les applaudissements, l'enthousiasme, camarades, la conscience universelle de la région... Faites-y bien attention. Peut-être qu'un sondage parmi nos militants, parmi nos électeurs ne serait pas inutile. Peut-être qu'une nouvelle Convention, peut-être qu'un mandat au Comité directeur... Peut-être tout simplement attendre la question qui nous sera posée, pour avoir au moins le temps de réflexion et y voir clair.
En tout cas, je le dis encore : toute action qui mènera à isoler le Parti vous amènera dans un délai plus ou moins long, à faire les comptes. Et j'ai voulu simplement vous livrer des réflexions, mais au fond, je sais bien que ça ne sert pas à grand chose.
Mais ce que je sais, c'est que ces réflexions, pour ce qui me concerne, seront peut-être les dernières. Ce que je sais, oui, avec ou sans sifflet, c'est qu'il y a certaines comédies et que je commence à en avoir jusque-là ! Et que si on veut continuer cette politique de l'aventure, je suis convaincu qu'un certain nombres d'hommes seront un jour très vite décidés à reprendre le manche et à essayer de changer la situation qui, à mes yeux, nous mène vers l'aventure.
Pour demain, si vous acceptez encore quelques réflexions et quelques conseils, moi j'aime bien qu'on nous dise il y a quinze jours, dans la salle du dessus, il faut en finir avec les accusations permanentes du Parti Communiste...
J'adore mon ami Pierre quand tout à l'heure il nous dit : "A Bourges le Citoyen Marchais a exagéré". La seule question que je pose, c'est quel est le jour où vous aurez le courage de rendre coup pour coup, publiquement et officiellement au Parti Communiste ? Voilà !
(Applaudissements).
Et, partant de cela, je voudrais rappeler ce que disait Ansart, et je vous invite à lire le rapport d'Ansart et le rapport de Marchais. M. Ansart, dans l'Humanité du vendredi 24, a le culot d'écrire - il est vrai que le menteur et le Communiste sont parallèles ! - : "Nous n'avons pas encore les textes définitifs - dit M. Ansart - encore sous le contrôle de la délégation complète.
J'affirme sur l'honneur qu'a été remis mercredi soit à 17 h 15 quatre dossiers complets du programme du Parti, les mêmes que ceux qu'on vous a donnés à l'entrée de cette salle, et M. Ansart ne peut pas dire ne pas avoir connu les textes, M. Ansart est tout simplement un menteur et un tricheur.
Quand il nous dit en même temps qu'il va y avoir de nouvelles discussions, il

fait allusion à la réunion du lundi, je ne développerai pas, faisant confiance personnellement à l'honnêteté de François Mitterrand pour informer la Convention nationale.
Le citoyen Marchais, à la page suivante, nous indique à plusieurs endroits "De plus, il s'agit seulement de l'adhésion de 4 pays à un organisme existant. C'est normalement aux populations de ces 4 pays de se prononcer, ce qui, en Grande-Bretagne, est refusé au peuple".
Je dis à M.Marchais : regretter que le peuple britannique ne soit pas consulté sur le marché commun, c'est parler de corde dans la maison d'un pendu et que l'individu est plutôt mal placé pour regretter qu'on ne consulte pas le peuple anglais quand on sait comment est appliquée la démocratie dans les pays prétendus de régime de démocratie populaire.
Je dis: aussi de façon très claire que M. Marchais, dans ces paragraphes, nous déclare : "Il ne nous est pas possible d'attendre pour appeler notre Parti à engager avec vigueur la campagne". La position du Parti, vous savez, ne les intéresse pas ; il fallait jouer leur jeu et rien que leur jeu et les commentaires sur le programme doivent nous amener à constater que le Parti Communiste n'est pas prêt d'aller à un programme commun.
Et si Gaston Defferre était resté des nôtres, mais comme il reste encore quelques camarades des Bouches du Rhône, je voudrais leur demander de rappeler à Gaston Defferre le propos qu'il tenait dans cette entrevue avec le Parti Communiste mercredi après-midi, où il déclarait exactement ceci, notre ami Gaston : "S'il n'y a pas d'entente sur le problème international, il n'y aura pas de programme commun possible".
Ce n'est pas moi qui le dis, c'est lui.
Il est vrai que c'est assez curieux d'être président d'organismes européens et de demander de voter l'abstention ! De déclarer qu'il n'y aura pas de programme commun s'il n'y a pas d'entente sur le plan international et dire que cela n'a pas d'importance, car le référendum étant derrière, on pourra parler du problème intérieur.
Je dis d'une façon très nette au Parti Socialiste : se mettre d'accord sur le prix du beefsteak, sur le nombre d'heures, sur la formule, de changer la vie, cela ira tout seul. Mais s'il est dans l'intention de quelques-uns uns dans ce Parti de nous entraîner dans l'union de la Gauche au prix de neutraliser le Parti Socialiste, au prix de faire de la France un pays neutre devant la Russie bolchevique, je dis alors : ne comptez pas sur moi, mais vous m'aurez en face de vous pour empêcher ce mauvais coup, à la fois au pays et au prolétariat français.
Voilà, les choses sont claires... c'est là ce que je voulais vous dire en ajoutant encore quelques dernières réflexions :
En vérité, il y a encore parmi nous des gens qui rêvent et qui croient au mythe que le Parti Communiste aurait changé. Combien je les plains ! Ou plutôt combien je les comprends s'ils attendent leurs voix pour être élus ! Et je voudrais indiquer aussi d'une façon très nette, et je pense que vous ne l'avez pas oublié si vous lisez la presse Communiste, que l'homme qui a reproché, le premier de trahir de Gaulle à Pompidou, c'est M. Georges Marchais, reprochant

à Pompidou de ne plus faire la politique de de Gaulle dans le domaine international.
Voyons, mes camarades, si vous êtes des militants, si vous êtes des hommes qui vous battez tous les jours pour le Parti, pensez une seconde à la position du Parti Communiste : un gouvernement jouant, sur le plan international, le rôle que l'URSS remplit dans le monde, faisant tout pour démolir la solidité du monde libre et par là même garantir la force de l'URSS, un gouvernement qui permet au Parti Communiste d'aboyer tous les jours et de jouer à l'opposition, quelle chance, quel jeu formidable dont il dispose !
Si vous vous êtes laissé prendre à cela, très simplement, je vous plains... je vous plains et je vous dis que, personnellement, quelques illusions me restent, oh ! vous savez dans les Congrès nationaux auxquels j'ai assisté, en 1937, à Royan, je n'ai pas manqué un seul Congrès national, ni un seul conseil national depuis la libération, je les connais les Socialistes et contrairement à ce que certains pensent, ce n'est pas toujours, j'entends dire quelque chose, je préférerais qu'on le répète tout haut ?

Dominique Taddéi - Je te demandais si tu étais à Epinay ?

Arthur Notebart - Je te renvoie à tes 52 auditeurs d'Amiens la semaine dernière, réunion au cours de laquelle tu as présenté le programme du Parti, ce qui prouve ton audience. Cela me suffit pour te juger...
(Protestations)

Un délégué - Tout le monde ne peut pas être dans le Nord, tu n'as qu'à descendre dans les petites fédérations, viens dans l'Ouest...

Arthur Notebart - Profitez-en, c'est la dernière fois, vous n'en aurez plus l'occasion !
Je voudrais maintenant vous dire que personnellement je doute de votre volonté de combattre le Parti Communiste et je crois que dans ce Parti il y a vraiment une mentalité de suiveurs !

Le président - La parole est à Georges Sarre.

**Georges Sarre**
Mes chers camarades, notre Convention aujourd'hui est réunie dans une atmosphère largement différente de celle qui nous a rassemblée il y a quinze jours.
En effet, nous adoptions le programme du Parti Socialiste, un document authentiquement Socialiste, original et dont l'écho à travers toute la presse et, partant de là, dans l'opinion publique, ne manquait pas de susciter l'intérêt chez tous les Français.
Mais, ce qu'il y avait peut-être d'aussi important, c'était le rassemblement coude à coude, l'unité chez les Socialistes, pour faire prévaloir entre eux des positions

Coll. Fondation Jean Jaurès

communes.
Et puis, subitement, à travers la conférence de presse de Pompidou, il semblerait que la foudre ait frappé le navire et que les voiles maintenant ne sentent plus s'engouffrer l'air et les vents qui pouvaient nous faire avancer.
Qu'en est-il en vérité ?
Eh bien, après tout, devons-nous être surpris de cette initiative élyséenne ?
Non, parce qu'en effet la situation économique, financière et sociale, les scandales, n'ont pas manqué d'inquiéter les princes qui nous dirigent. Le mécontentement populaire grandit, l'union de la Gauche se développe, le Parti Socialiste se renforce et son Premier secrétaire François Mitterrand arrive largement en tête au sein des sondages.
Et alors, parallèlement, au sein de la majorité, il fallait se ressaisir et c'est pourquoi le Président de la République Pompidou a pensé que diviser la Gauche, ressouder l'U.D.R., étendre sa majorité et enfin briguer un rôle historique, permettrait de dissiper l'équivoque, de faire illusion et de tromper l'opinion publique. Quelle doit être la réplique ? C'est cela seul qui doit nous déterminer.
Au Bureau National du Parti Socialiste, l'unanimité s'est faite pour dire que nous ne tomberions pas dans le piège, qu'il ne convenait pas de remettre en cause notre stratégie et que nos préoccupations devaient être partagées par l'ensemble des Français.
Et c'est ainsi qu'à travers ce que nous avons décidé au Bureau exécutif, les journalistes et la presse pouvaient penser que la grenade était repartie dans l'autre camp. Et c'est à partir de ce moment-là qu'en effet le Centre d'instruction civique, la presse U.D.R. et ses responsables, se sont mis à déclarer à la cantonade que le boycotte, l'abstention était la position dangereuse, qu'il fallait avant tout dénoncer.
Eh bien, les Socialistes aujourd'hui, n'ont pas à avoir mauvaise conscience, à s'interroger, à se quereller, à s'appeler les uns suivistes, les autres crypto.
Il nous appartient de conserver l'initiative et cela m'amène à évoquer l'union de la Gauche et notre conception de l'unité.
J'ai toujours été, au sein du Parti, favorable à cette stratégie, car il n'y en a pas d'autre qui permette d'accéder au pouvoir et d'y procéder à des transformations de structures profondes. Et en même temps, nous avons estimé qu'en ce qui concerne nos rapports avec le Parti Communiste, l'unité de la Gauche, plus elle se développera, disions-nous, plus les rapports entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste seront difficiles.
Eh bien, camarades, c'est la confirmation de ce que nous avons toujours déclaré et ce n'est pas le moment de revenir dessus.
La grande illusion, l'erreur à ne pas commettre, serait de penser maintenant que nous devons regarder ailleurs, mais personne n'y songe.
Il faut en effet, comme le déclare l'Humanité, mais en renversant les facteurs, dire que c'est le Parti Communiste seul qui porte la responsabilité de la rupture et d'avoir ainsi fait reculer l'union de la Gauche...
(Applaudissements)
Il ne faut pas diriger nos coups contre le Parti Communiste Français, il faut

Fondation Jean Jaurès

diviser, il faut dénoncer et démarquer les militants du Parti Communiste authentiquement attachés à l'union de la Gauche, et le groupe dirigeant et son principal responsable, Georges Marchais.
(Applaudissements)
Partant de là, nous estimons que la seule réponse possible aujourd'hui, c'est l'abstention.
Et je dois dire, pour évoquer le film des événements, les séquences, comme disait Mauroy, que l'honnêteté du rapport qui vous a été présenté est évidente pour tout le monde et qu'ainsi, ce que nous devons choisir et décider, c'est la seule position morale, politique, qui nous permette de démontrer à l'opinion publique que nous sommes fidèles à nos engagements.
Comment les choses se présentent-elles ? Eh bien, il faut déclarer honnêtement que nous nous refusons à entrer dans le jeu du "dis-moi oui" et du "dis-moi non".
Pourquoi ?
C'est d'abord une question de principe, un problème moral. Ma conception de la démocratie refuse les dés pipés, les mascarades, les astuces. En nous prononçant pour le boycottage actif, c'est-à-dire l'abstention, le vote nul, le vote blanc, nous permettrons à des millions de Français et de Françaises qui pensent comme nous, de s'exprimer sans être pris pour des citoyens mineurs ou des pions.
Le "non" ou le "oui", sont des réactions illogiques, mais nous refusons la logique dans un système truqué.
L'abstention est un acte courageux. En refusant le non, nous évitons de mettre en valeur la majorité et l'astuce de Pompidou. En refusant le "oui", nous évitons de sombrer dans les ambiguïtés.
Car enfin, il serait facile dans les meetings, ensuite, de s'entendre dire : Pompidou, Mitterrand, même combat... quelles sont les divergences si ce n'est que, comme on dit, la tendance ?
L'abstention, camarades, ensuite est le seul choix possible.
Après avoir proposé à la Gauche, à toute la Gauche, une position claire, qui lui permettait de se rassembler, revenir dessus, ne manquerait pas d'inquiéter.
On a dit tout à l'heure que les sections, les fédérations, n'avaient pas eu le temps de délibérer démocratiquement.
Eh bien, vous savez, il suffit de rencontrer partout les militants du Parti Socialiste, et bien au-delà même les militants Communistes, pour se rendre compte que la position d'abstention, même chez les Communistes, était parfaitement bien reçue et il faut penser aux adhérents, il faut penser à tous ceux qui voient dans notre Parti une immense espérance, à tous les obscurs, à tous les sans grande, qui attendent de notre Pari, aujourd'hui, une réponse unanime.
Car, ce qui importera, c'est de pouvoir affirmer devant les foules, à la télévision,, aux postes périphériques, que notre Parti unanime, entreprend une campagne d'explication et de dénonciation des deux forces alliées qui vivent, l'une dépendante de l'autre et réciproquement. Et j'ajoute à l'adresse de Notebart qu'il n'est pas logique et qu'il n'est pas vrai de prendre des références dans les précédents résultats, notamment de 1969, car pour les élections

présidentielles il y avait un grand enjeu entre Pompidou et Poher.
Aujourd'hui tous les Français savent parfaitement que l'Europe passera, mais ils n'entendent pas pour autant saluer et approuver l'action de ce gouvernement qu'ils combattent quotidiennement.
Et donc, l'unité du Parti est ce qui doit nous préoccuper, car demain des combats nous attendent et je souhaiterais que ce soit dans un mouvement unanime de spontanéité et d'enthousiasme, que notre Parti décide l'abstention motivée et que tout de suite, quand François Mitterrand à la télévision tout à l'heure, les responsables du Parti, tous les militants, entreprendront cette campagne, que l'on sente bien qu'il n'y a pas eu entre nous de divorce, de vainqueur, de vaincu, que c'est fidèle à nos engagements, à nos principes, à la morale politique, à la lutte contre ce régime, que nous avons obéi. Et cela, 35 à 40% des Français le comprendront, parce qu'après tout, quand même camarades, ce serait grave que dans ce pays, jouant sur les astuces, les mots et la télévision, il n'y ait pas un véritable sursaut qui fasse que notre Parti soit compris et suivi.
(Applaudissements)

Le président - Fajardie va donner les résultats du vote indicatif.

Roger Fajardie
Camarades, voici les résultats du vote indicatif.
Inscrits : 3240.
Absents : 39. Trois fédérations sont absentes.
Refus de vote ou ne prennent pas part au vote : 112.
"Oui" : 31.
"Non" : 79.
Abstention : 2979.
Avec ces chiffres, la composition de la Commission des résolutions sera la suivante :
Sur 45 membres, 41 favorables à l'abstention, 2 pour le refus de vote ou ne prennent pas part au vote, 1 pour le "oui", et 1 pour le "non".

Le président - La parole est à François Mitterrand.

**François Mitterrand**
Mes chers camarades, je voudrais consacrer le moins de temps possible à une intervention qui n'apportera pas beaucoup d'éléments de réflexions à ceux qui ont été donnés depuis ce matin, mais plus simplement rappeler un certain nombre d'éléments qui pourraient vous échapper.
J'ai entendu critiquer la Direction du Parti, c'est bien normal que ce droit soit reconnu aux militants, c'est bien normal aussi pour la Direction de s'en défendre, vous l'admettrez.
J'ai appris l'annonce du référendum alors que j'étais à Tel-Aviv, avec Jacquet, Enoch, Neau et Fillioux.
J'ai aussitôt reçu une dépêche de l'Agence France-Presse qui m'a demandé une

Fondation Jean-Jaurès

déclaration.
J'ai refusé par écrit, en indiquant que je ne prendrais position qu'après avoir consulté les organismes dirigeants du Parti.
Neau était avec moi au moment où j'ai signé ce texte en réponse au message de l'A.F.P.
A mon retour, dimanche dernier, j'ai été assailli à l'aéroport par une presse nombreuse, j'ai encore refusé de répondre à la question.
Dans l'après-midi, la télévision est venue pour m'interroger sur le référendum. Je lui ai répondu que je ne répondrais que sur mon voyage en Israël. Et, si certains d'entre vous ont entendu ce petit dialogue, le soir de ce dimanche, ils auront pu observer que le reporter m'a quand même posé une question, in extremis, et que je lui ai dit : "mais je ne le saurai que lorsque le Parti se sera exprimé".

Dans la salle - Et Estier, Hernu auraient dû faire de même...

François Mitterrand - Mais ce n'est pas fini, chers camarades.
Je voudrais vous dire que la situation s'est compliquée ensuite parce que ce n'était pas facile, mais j'ai pris connaissance des prises de position du Bureau exécutif et en tous cas du Comité, du Secrétariat général, pendant mon absence, et je dois dire que je me sens totalement solidaire des propositions qui ont été faites par le Secrétariat national, sous l'autorité de Pierre Mauroy, et je tiens à le lui dire et à vous le dire publiquement,
Certaines positions personnelles ont été évoquées, ce n'est pas mon affaire, mais ce qui a été dit au titre du Parti, rencontrait exactement mon assentiment.
Et je me suis réjoui précisément que, à distance, nous ayons eu les mêmes réflexes et pratiquement les mêmes réactions politiques.
Je répète, cela a été plus difficile, car nous avons ensuite rencontré certains problèmes, c'est le malheur des choses, j'avais convié la presse pour ce mardi après-midi, donc le surlendemain de mon retour d'Israël, non pas du tout pour parler du référendum, que j'ignorais au moment où j'avais invité la presse, mais pour commenter la Convention nationale de Suresnes.
Il était devenu impossible d'annuler cet entretien avec la presse, j'ai donc dû tenir pendant une heure, une heure et demie - les camarades du Bureau exécutif qui étaient là en sont témoins - en refusant de répondre à la seule question qui, je dois le dire, les intéressait et, si vous vous reportez à l'Humanité du mercredi matin, vous verrez que le Premier secrétaire du Parti Socialiste a, par courtoisie pour le Parti Communiste et les autres partenaires de la Gauche, refusé de répondre sur la signification du vote de l'union de la Gauche, qui serait demandé par le Parti Socialiste.
Le Bureau exécutif s'est réuni après dîner mardi et, de nouveau je me suis trouvé devant la presse, c'est-à-dire à peu près deux heures après l'avoir déjà rencontrée et, qui cette fois-ci, attendait une information plus précise encore.
J'ai annoncé ce qui avait été décidé, c'est-à-dire que la démarche du Parti Socialiste pour une position commune des Partis de gauche, qui comprennent le

Parti Communiste, le Parti Radical, et le P.S.U., serait entreprise et j'ai dû de nouveau tenir sur le gril, pour indiquer que le Parti Socialiste ne communiquerait pas publiquement sa position, mais qu'il attendait la rencontre avec le Parti Communiste.
Je le répète, j'ai pour témoins dans cette affaire et sur ce plan, absolument irrécusables, les journaux Communistes. Pourquoi irrécusables, parce que peu de temps après ils ont prétendu le contraire.
D'ailleurs, le Bureau exécutif en a discuté et je rends témoignage à Notebart, cela s'est passé exactement comme il l'a dit, nous n'avons pas tous été d'accord dans la procédure, nous avons fait valoir des propositions différentes et je dois vous dire que le Secrétariat national avait fait des propositions, Notebart l'a déjà suggéré, différentes de ce qui a été accepté. Le Secrétariat national avait proposé un Comité directeur samedi et une Convention nationale pour le 8 avril, la question devant être connue le 5 avril. Mais attention, nous n'avions pas dit que la Convention nationale du 8 avril prendrait la position de départ, nous souhaitions que le Comité directeur pût la prendre dès samedi. Je précise cela pour ne pas laisser entendre que nous aurions décidé d'attendre le 8 avril. Non, le 8 avril, c'était simplement pour être à l'abri de toute surprise et pouvoir prendre une décision ultime pour le cas où la question posée le 5 avril aurait correspondu à une manœuvre surprise.
Donc, tout cela s'est passé très clairement entre nous et le dialogue n'a pas été difficile.
Nous sommes arrivés à une position unanime, après débat, mais pas de ces unanimités pour la façade, de façon à faire croire à l'extérieur que tout marche bien, vraiment une unanimité qui s'est poursuivie dans le meilleur esprit mais, camarades, je vous demande de bien vouloir le noter, nous étions dix devant les neuf Communistes, Place du Colonel Fabien, première rencontre depuis bien longtemps, difficile, avec un grand concours de presse, une grande attention.
Le rendez-vous qui avait été pris, il faut que vous vous en souveniez, ne l'avait pas été pour discuter du référendum, ce qui doit rassurer les camarades qui nous reprochent cette date, c'est que le rendez-vous était déjà pris, et le rendez-vous était déjà pris pour discuter du programme commun ou plutôt de l'accord politique, notamment devant prévoir un accord de gouvernement. Et, nous avions pris ce rendez-vous le lendemain même de la Convention nationale, conformément aux instructions de la Convention nationale et, comme je devais moi partir pour Israël, c'est Pierre Mauroy qui, comme il devait le faire, a demandé ce rendez-vous.
Nous avions donc déjà rendez-vous avec le Parti Communiste, sur un autre objet.
Etait-il concevable que nous puissions rencontrer le Parti Communiste et parler simplement du Programme de gouvernement sans même examiner le problème de référendum alors que lui-même était demandeur et il avait déjà retardé de vingt-quatre heures son Comité central qui s'était réuni le mercredi matin, pour qu'il ne put décider de sa position finale que le jeudi soir, après nous avoir rencontrés.

Il y a eu, disons, un concours malheureux de circonstances. Nous n'avions pas sollicité un rendez-vous du Parti Communiste pour cela, mais le rendez-vous étant pris, fallait-il l'annuler ? Vous pouvez imaginer combien les conséquences politiques eussent alors été infiniment plus graves qu'au moment même où nous demandions au Parti Communiste une position commune sur une position que la presse devine mais que nous ne révélons pas, dans le même temps nous demanderions l'annulation d'une rencontre avec le Parti Communiste, alors que cela fait longtemps, depuis le mois de juin, qu'il l'a demandée et que nous la lui refusons, en la lui promettant pour le début du mois de mars !
Voilà, le calendrier et la chronologie répondent à toutes les critiques.
Comment vouliez-vous faire autrement ? Je me demande quelle autre direction aurait pu agir autrement ? Si une autre Direction, inspirée par un autre Congres, aurait pu prendre des positions de fond différentes des nôtres, mais sur
le plan de la loyauté démocratique et de la prise de responsabilité.
Le circuit était tracé, le processus était engagé et nous étions contraints... et puis, après tout, contraints... ne prenons pas de positions défensives, on a fait ce qu'on devait faire... enfin, c'est ce que nous pensons.
La rencontre avec le Parti Communiste a donc eu lieu, je vais vous en parler évidemment. Je me suis rendu avec Sarre à Limoges le jeudi. C'était un rendez-vous pris. Vous imaginez si la fédération de Haute-Vienne, qui avait bien fait les choses, n'avait pas pu improviser ; cela faisait un mois que c'était organisé ; j'étais obligé de m'y rendre et de tenir, pendant près de quatre heures avec les questions, sans répondre. Vous pouvez regarder la presse, vous ne trouverez nulle part une réponse du Premier secrétaire disant : "Je vais recommander l'abstention à la Convention nationale".
Hier soir encore - ce qui fait que je suis un peu fatigué - je faisais avec mon ami Tesler (?) qui est ici, une réunion de tous les dirigeants de la Nièvre, puis une réunion publique pour défendre le programme, et nous n'avons encore rien dit.
Alors vraiment, s'il y a eu quelque imprudence ici et là, on ne peut en accuser ni le Premier secrétaire - ce n'est pas que je veuille me défausser -, ni surtout la direction collective, le secrétariat national et le Bureau exécutif.
Mais il ne faut pas faire de mystère, à partir du moment où nous demandons une position commune au Parti Communiste, cela ne peut pas être le "oui". Le Parti Socialiste peut prendre encore aujourd'hui position pour le "oui", mais si nous demandons au Parti Communiste une position commune, vraiment ce serait de la provocation !
On peut supposer que notre attachement à l'Europe nous amènera à ne pas prendre position pour le "non". Bon ! Les journalistes ont naturellement compris, et les Communistes aussi, et tout le monde, que s'il y avait position moyenne, c'était le refus de prendre part à ce vote du référendum.
Il y a une chose qui n'a pas été dite en public, et c'est inutile parce que je ne crois pas qu'il faille engager une polémique avec le Parti Communiste, bien que je sois d'accord avec Notebart et d'autres pour penser que, sur des points choisis, nous devons faire des répliques cinglantes et brutales ; mais il ne faut pas entretenir une petite guerre qui ferait d'ailleurs du tort à tout le monde.

Nous sommes donc dimanche, je rentre d'Israël - voyage d'ailleurs très fatigant. Le lundi matin, très tôt, je suis chez moi, je reçois une communication, et une communication qui m'est demandée sous le sceau du plus grand secret.
Elle émane d'un des membres du bureau politique du Parti Communiste, me demandant de rencontrer dans la demi-heure qui donc ? Georges Marchais.
Dans la demi-heure, pourquoi ? Toujours ce calendrier établi à l'avance ; parce que lui-même doit se rendre à onze heures devant les journalistes parlementaires, dans le cadre du traditionnel "pot" - cela s'appelle ainsi - que prennent les hommes politiques avec la presse parlementaire. Et avant d'aller devant les journalistes, il veut se mettre d'accord sur une position commune avec le Parti Socialiste.
Une demi-heure... Faut-il que je dise non ? Si je dis non, alors que je suis mandaté par le Parti Socialiste depuis déjà dix jours, ainsi que mes amis du Bureau exécutif, pour discuter dans le cadre de l'union de la Gauche... Bref, après hésitation, je dis "oui".
Je rencontre Marchais dans des conditions comiques de secret de son côté, après qu'il m'ait répété, ainsi que l'autre qui était Plissonnier : "Nous vous demandons à tout prix, pour l'union de la Gauche et pour faciliter la position commune, de ne pas dire ce que seuls nous savons, Plissonnier et Marchais, ainsi qu'un intermédiaire qui était là - je n'ai pas besoin de dire lequel savent bien que je dis vrai. Je n'ai pas pris cet engagement.
J'ai rencontré Marchais ; je répète, pour la petite histoire, qu'il était entouré de gardes du corps, qu'il y avait une sorte de lustre de secret, dans des lieux au demeurant publics. Moi, je suis arrivé tout seul, avec ma petite voiture.
Il m'a demandé sur le ton le plus aimable, le plus conciliant : "Nous connaissons vos difficultés, nous savons que vous ne pouvez pas voter "non".
Nous, évidemment, nous inclinons vers le "non". Il faut à tout prix trouver une position commune. Pour trouver un chemin commun, il faudrait préparer un texte motivant soit l'abstention, soit le "non", mais trouvant une motivation sur quelques éléments de programme concernant l'Europe." - "Cela ne vous est pas difficile, vous avez la position du Parti qui va dans ce sens. Notre finalité est européenne. Evidemment, nous ne prétendons pas vous convaincre, mais jamais il n'y aura de programme commun avec vous si vous ne faites pas un certain nombre de concessions quant à des mesures concrètes qui permettront l'élargissement géographique de l'Europe et l'élargissement des compétences européennes. Pour le reste, plus de démocratie, plus de Socialisme, vous n'avez qu'à lire notre texte." L'entretien n'a pas été très long.
Dans l'après-midi, il y a eu trois coups de téléphone de Marchais en personne, s'inquiétant du fait que, pour ce texte, il n'avait eu aucune réaction de ma part, pour ce texte qu'il avait souhaité. Trois coups de téléphone !
Et mardi matin, j'étais réveillé personnellement par Marchais au téléphone - ce qui ne m'était encore jamais arrivé - me disant : "Qu'est-ce qui se passe ? Au Parti Socialiste, vous ne faites rien ! Je suis très inquiet. Pourtant, j'avais vivement insisté." J'ai répondu : "Je regrette, mais moi aussi j'ai mes obligations."

Quelles étaient mes obligations ? C’est là que vous verrez que tout ceci doit rester vraiment entre nous ; nous sommes ici en Convention nationale, veillons à ne pas alimenter la petite chronique. Mais c’est tout de même grave.
Qu’est-ce que j’ai fait ? J’ai informé Pierre Mauroy, Premier secrétaire national après moi à la hiérarchie du Parti. J’ai informé Gérard Jacquet, responsable du Parti pour les contacts avec les formations politiques, c’est-à-dire que c’est son travail normal ; Gérard Jacquet a, à tout moment, des contacts avec les Communistes, les radicaux, etc. Je lui ai dit : "C’est votre affaire, ce n’est plus la mienne..."
‘ai téléphoné à Gaston Defferre de venir me voir aussitôt, ce qu’il a fait, bien qu’il ait été gêné sur le plan de sa santé, et je lui ai dit cela également. Je l’ai dit également à deux autres secrétaires nationaux que j’ai eu l’occasion de rencontrer à ce moment-là ; je n’ai pas vu les autres et je n’ai pas pu les rencontrer physiquement, mais je les ai prévenus. Donc j’avais la conscience tranquille de mon côté ; j’avais informé ceux qui avaient la charge de mener les négociations avec les formations politiques.
A vrai dire, Marchais ne m’avait rien appris. Peut-être m’avait-il mis un peu dans l’état d’esprit que le Parti Communiste était assez disposé à un accord.
Est-ce que c’était une tentative de me tromper là-dessus ou était-il sincère au moment où il me le disait ? Qui ne pourra jamais répondre à cette question ! Mais nous n’avons rien dit d’utile, nous n’avons rien fait de particulier. Ce contact a été pris peut-être pour permettre au Parti Communiste de dire par la suite, qu’il avait fait tout ce qu’il avait pu pour parvenir à un accord sur le "non". Il semble que ce soit la thèse aujourd’hui, si je lis l’Humanité Dimanche.
Et nous nous sommes retrouvés tous en délégation au siège du Parti Communiste. C’est la première fois que je le voyais, c’est d’ailleurs une forteresse, on se demandait par quelle issue nous pourrions en sortir. (Rires.)
Et le débat s’est engagé.
D’abord, une réprimande brutale, Georges Marchais disant soudain : "Le Comité central m’a chargé de faire des observations strictes au Parti Socialiste." Je vous l’ai déjà dit : nous avons un drôle de commissaire politique, qui a révélé à la presse l’objet de la position commune, c’est-à-dire l’abstention."
A cette tentative de pression, à ce forcing, je dois dire - et je puis laisser la parole aux neuf autres cana rades qui étaient présents et qui sont ici, n’est-ce pas, Piette - que j’ai répondu au nom du Parti Socialiste, en disant d’abord que, sur le plan du fait, ce n’était pas exact ; ensuite, que le Parti Socialiste était un peu irrité par cette sorte de contrôle permanent de ses actes, par ce côté de réprimande, comme si nous devions établir entre nous des relations de tuteur à pupille.
On pouvait croire cet incident terminé, et c’était les premiers mots que nous nous disions, pour un rendez-vous depuis si longtemps attendu.!
A ce moment-là, Marchais nous dit : "Eh bien ! Maintenant, chers camarades, conformément aux accords que j’ai eu avec François Mitterrand lundi matin, au cours de l’entretien que nous avons eu..." Je sentais mes oreilles bourdonner, j’entendais Plissonnier et Marchais dire : "Nous ne vous le demandons pas sur

l’honneur, mais vraiment, c’est la question de savoir si on va réussir l’accord commun ou si on ne le réussira pas." Et je me disais : "Heureusement que celui-ci, que celui-là, qu’un autre, et en tout cas que les deux responsables compétents en la circonstance, Mauroy et Jacquet, ont été aussitôt informés par moi !"
Qu’est-ce que cela voulait dire? Je réponds comme j’ai à le faire. Mes camarades en sont juges, ma réponse n’a pas été particulièrement aimable. Et, pendant une demi-heure, on a pataugé sur un texte que je n’avais d’ailleurs pas vu, qui signifiait notre accord du lundi matin, bien sûr, parce qu’il m’avait bien vu, n’est-ce pas ! il m’avait vu, hein !... Si on pouvait en douter, c’était bien sûr, il y avait un accord particulier entre Marchais et moi !
Je me suis dit : "Mais peut-être croit-il que je n’en ai pas rendu compte à mes camarades du secrétariat qualifiés ? Ou peut-être nous trouvons-nous devant une opération Communiste qui cherche, depuis la première minute, à dissocier le Parti Socialiste. Peut-être sommes-nous actuellement dans une stratégie de ce genre ?"
C’était un détail infime, passons là-dessus, mais un détail significatif d’un comportement pour le moins intolérable.
Camarades, permettez-moi de vous dire qu’il n’y a jamais eu de négociation mercredi. Nous sommes restés deux heures face-à-face et il n’y a pas eu de négociation du tout, à aucun moment la négociation n’a été ouverte. Pendant une heure, nous avons entendu des admonestations de Marchais, nous y avons répondu à notre manière ; je le répète, elle a été formelle de la part de tous ceux qui se sont exprimés, et sur le même ton et sur le même fond. Je n’ai distingué aucune différence dans l’expression et dans l’objectif à rechercher dans les interventions de Gaston Defferre ou de Notebart, de Jacquet ou de Piette ou des autres.
Et il a fallu que ce soit moi qui, au bout d’une heure, dise : "Mais nous avions pris rendez-vous pour discuter un accord politique en vue d’un programme de gouvernement. Vous nous l’avez demandé depuis le mois de juin 1971 et vous vous êtes assez plaints que notre réponse eût été tardive. Maintenant, nous sommes là pour cela. Le Parti Socialiste continue de rechercher l’unité de la Gauche et vous demande d’engager ce débat. Voici : nous vous proposons la réunion de groupes de travail. Nous sommes réunis aujourd’hui pour la première fois, nous souhaitons qu’il y ait au moins une autre réunion, peut-être deux, pas plus pour ne pas désorienter l’opinion publique, après le référendum. Cela nous donne les six ou sept semaines nécessaires pour que des groupes de travail parmi nous étudient les deux programmes et fassent des propositions. Désignons - et je le dis dès maintenant -cinq ou six des nôtres pour mener cette conversation."
Je me réfère toujours aux propos de mes camarades de la délégation : Marchais avait presque l’air surpris et non préparé à parler de problèmes d’accord politique de gouvernement. De telle sorte, que j’ai fini par dire :
"Ecoutez, Marchais, vous me donnez l’impression d’être une jeune fille qui réclame le mariage à tout prix et qui, le soir de ses noces, prise d’un subit affolement en se demandant ce qui va se passer, disparaît.’’ (Rires.) "Vous disparaissez tout d’un coup ! Il faudrait parler de cela, on est venu pour cela.

Fondation Jean-Jaurès

Nous sommes partisans de l'accord politique en vue d'un programme de gouvernement, nous."
Et négligemment, mollement, cela a été enlevé comme cela, un peu dans la distraction générale. On a décidé qu'un groupe de travail se réunirait. Nous avons désigné Jacquet, Piette, Poperen, Joxe et Chevènement, qui rencontreront les cinq autres conduits par Roland Leroy, pour débattre de ces questions.
Si nous ne l'avions pas dit, ce fameux rendez-vous tant demandé par toutes les fractions ou presque du Parti depuis si longtemps était vidé de toute substance, personne ne parlait du programme.
Evidemment, quand nous nous sommes retrouvés après cela, nous sommes allés aussitôt Cité Malesherbes, la délégation plus quelques autres camarades et, réunis, nous avons fait nos commentaires et je me souviens de l'expression de Jacques Piette disant : "Ecoutez ! je commence à avoir l'expérience de ce genre de rencontre, ou bien c'est du cinéma, ou bien c'est de la provocation." Mais qui peut le savoir ? Il faut continuer de discuter, on verra bien. Nous avons convoqué le collectif et le Bureau exécutif pour le lendemain, et c'est là que le Bureau exécutif a fait connaître, jeudi dans l'après-midi, un texte en trois paragraphes qui a, sans doute, été soumis à la Convention par Pierre Mauroy ce matin.
Pourquoi tous ces détails ? Pour montrer que je veux m'expliquer à fond avec vous.
Le comportement de Georges Marchais a été celui d'un homme qui ne faisait que de la tactique par rapport au Parti Socialiste et non pas par rapport aux objectifs communs de la Gauche, qui cherchait à affirmer son Parti, nous prendre, si j'ose dire, à contre pied et je n'ai senti à aucun moment la moindre volonté d'avancer dans la démarche où nous sommes engagés.
Je vous donne mon impression personnelle. Cela ne change absolument pas - je vais m'expliquer là-dessus -l'objectif que doit poursuivre le Parti Socialiste. Encore faut-il refuser et les manœuvres et les prises de position qui pourraient signifier de la part du Parti Socialiste je ne sais quel complexe d'infériorité et je ne sais quelle soumission au diktat Communiste, ce qui serait, croyez-moi, la plus mauvaise façon d'avancer vers l'union de la Gauche.
Sur le fond ? Je supplie mes camarades de bien vouloir discuter raisonnablement. nous nous trouvons devant deux réalités objectives, et j'ai surtout entendu ici des réponses subjectives.
Les deux réalités objectives, quelles sont-elles ?
La première, c'est que Georges Pompidou est Président de la République, qu'il est le maître du jeu et qu'il peut choisir son terrain. Il a donc a priori, en toutes circonstances, c'est bien pour cela que ce régime a été fait, l'avantage.
Voilà une première réalité objective.
La deuxième réalité objective, c'est que le Parti Communiste est contre l'Europe et que le Parti Socialiste est pour.
Réunissez ces deux réalités objectives et tirez-en une conclusion.
Le Président de la République est le maître de la manœuvre, il est le chef de l'Etat, il a à sa disposition le moyen de saisir le peuple, il le saisit précisément

sur le point où le Parti Socialiste et le Parti Communiste ne sont point d'accord.
Pourquoi se révolter contre cette évidence ?
Que signifie, soit les gémissements, soit la colère ?
Restons parfaitement tranquilles, mesurés, maîtres de nous. Ce sont des réalités sur lesquelles on ne peut rien, et les réponses subjectives qui consistent à accuser l'un ou l'autre, cela n'a pas d'intérêt.
Est-ce que vous ne croyez pas que le Parti Socialiste paye aujourd'hui, dans cette bataille pour l'instant purement tactique, un certain nombre de ses succès ?
Nous avons eu notre Convention nationale, il y a quinze jours ; elle a été une manifestation d'unité et, je crois, de force psychologique, morale, peut-être sur un certain plan, politique. Cela n'a fait plaisir ni au Parti Communiste ni au gouvernement.
L'évolution de la situation intérieure, la position de Chaban-Delmas très effritée par les ennuis personnels qui lui sont arrivés, l'accumulation des scandales, le désappointement des députés U.D.R., l'annonce faite par toute la presse et par tous les sondages, qu'ils en étaient pour au moins 100 sièges perdus, tout cela a évidemment contribué à pousser le Président de la République vers une action offensive.
Mais enfin, chers camarades, nous sommes ici des responsables nationaux d'un grand Parti. C'est normal ! Si nous ne sommes pas capables de garder nos nerfs et notre sang froid, dans les péripéties d'un combat où nous n'avons pas a priori la position forte, alors ce n'est pas la peine de s'engager dans la vie politique !
Nous avons porté des coups, nous en recevons. Vous pensiez que cela se passerait autrement ? On arrive aux élections avec les Communistes, les Communistes sont bien gentils, on forme un gouvernement, l'un d'entre nous est Premier Ministre, en 1976... Là c'est Max Lejeune qui me soupçonne, je suis candidat à la présidence, d'ailleurs, je ne pense qu'à cela, si je comprends bien !
J'ai sacrifié tout le reste à cela !
Ceux qui me connaissent, croyez-moi, cher Max Lejeune, ont une opinion tout à fait différente ! Rien ne permet de lancer ce soupçon, mais enfin, c'est comme cela...

Max Lejeune - Si tu permets, j'ai employé le pluriel. J'ai employé le pluriel, exactement comme au groupe parlementaire au mois de décembre dernier.

François Mitterrand - Ce n'est pas bien grave !

Max Lejeune - J'ai employé le pluriel; j'ai dit que toute la politique française est faussée depuis plusieurs années par le fait que dans chaque parti, même à leur corps défendant, des membres de ces partis sont considérés comme des candidats aux élections présidentielles, et que cela fausse tout le jeu démocratique.

François Mitterrand - En tous cas, cher Max Lejeune, permets-moi de te dire que dans mes débats au niveau du Secrétariat national, j'ai toujours dit aux 9

Coll. Fondation Jean Jaurès

secrétaires nationaux que nous n'avons pas le droit d'aligner notre stratégie sur cette éventualité, et que nous devons aborder le problème immédiat des élections législatives et du programme de gouvernement avant tout autre chose. Alors qu'on soit bien tranquille entre nous sur ce point !
Je continue, pour vous dire deux réalités objectives. La volonté du Président de la République de détourner l'attention des Français de la situation politique intérieure fâcheuse pour lui et pour ses amis, d'une part, et d'autre part la volonté du Parti Communiste de ne pas faciliter le progrès du Parti Socialiste, et là, on pourrait le comprendre - de s'opposer au processus européen, font que nous nous trouvons dans une situation qu'il faut examiner en tant que telle, en évitant de se renvoyer les uns aux autres je ne sais quelle accusation, alors que nous sommes aujourd'hui tous dans l'obligation de nous associer dans l'étude des moyens de défense.
Quel est le moyen de défense le meilleur ? Je comprends tri-s bien ceux qui sont pour le "oui" et ceux qui sont pour le "non". D'ailleurs, personnellement, je passe par des phases successives. Il y en a parmi nous qui sont des blocs : je les admire !
Personnellement, je me suis posé toutes ces questions.
Le "oui", par rapport à l'Europe, c'est une réponse honnête. Le "non" par rapport à notre opposition au régime, au système, c'est une réponse honnête.
Malheureusement, la seule réponse morale, en raison de la contradiction de l'un et de l'autre, se trouve entre les deux, et je vais vous dire mon sentiment, toujours en espérant qu'une certaine discrétion sera observée : les trois solutions sont mauvaises ! Elles sont toutes les trois mauvaises.
Mais cela, ce sont des conditions objectives au combat dans lequel nous sommes. On s'engage dans la bataille avec les deux poings, de temps en temps on reçoit des coups. Ce serait bien miraculeux qu'il en soit autrement !
Donc, le problème pour nous consiste à dire : de quelle façon peut-on arriver aux élections législatives 1973, ou 1972, en ayant reçu le moins de coups possibles, en ayant préservé notre autorité collective morale, en ayant été corrects, honnêtes vis à vis de nous-mêmes, sans faire de faute politique grossière ?
Nous connaissons tous nos auteurs. Lorsque - on en parle tout le temps - Mao se trouvait avec ses 4 000 hommes de la Longue Marche, eh bien il n'a pas affronté directement les 200 000 hommes de Tchang Kaï Tchek ! Il n'a pas du tout considéré comme "une lâcheté, une facilité, une indifférence, d'être prudent, et chaque fois que ses 4 000 hommes se trouvaient devant les 200 000, il évitait l'accident ! Eh bien finalement, il l'a emporté !
Nous avons une troupe plus petite que celle du pouvoir, c'est vrai; nous avons une troupe plus petite que celle du Parti Communiste, c'est vrai. Il faut donc faire très attention, et ne pas succomber en une seule bataille sous les coups.
Je comprends très bien l'argument de Notebart, de Lejeune, de Chandernagor, je les comprends très bien lorsqu'ils disent : "l'avantage du "oui", c'est qu'on se confond dans une large masse"... non, d'abord ils ont un argument d'honnêteté politique qui consiste à dire : "Nous sommes pour l'Europe, alors ce n'est pas le

Collection Jean Daniel

peine de tortiller, du Moment qu'on est pour l'Europe il n'y a qu'à dire "oui"!
Ensuite, position tactique - ce sont des hommes politiques - qui consiste à dire : "on va se noyer dans une masse, on va compromettre cette majorité," et là, ma foi, les 4 000 hommes n'auront pas rencontré en bataille rangée, dans les plus mauvaises conditions, les 200 000 adversaires.
C'est logique, leur position.
Elle a deux inconvénients très graves. D'abord, c'est vrai comment voulez-vous être associé, mené de la façon la plus réservée, la plus motivée, à cette majorité qui sera importante dans ce cas là, et peut-être dans deux mois aborder les élections législatives en étant contre, et en étant alliés au deuxième tour de scrutin du Parti Communiste ?
Alors nous aurions en l'espace de deux mois, d'abord une offre d'action commune avec le Parti Communiste, un mois et demi plus tard une position de "oui" avec la majorité, et deux mois plus tard une position de contre et de "non", en alliance avec le Parti Communiste ?
Je crois qu'un parti comme le nôtre ne peut pas s'offrir ce luxe ! Sans perdre vraiment toute image ! Sans être considéré comme une sorte de sous-parti radical qui épouse le terrain chaque fois qu'il se présence à lui, sans jamais chercher à dominer !
Sur le plan du "non", j'étais hier soir avec tous les responsables de la Nièvre, et je dois dire qu'ils étaient tous ralliés à l'abstention, mais que si on avait dû s'exprimer sans chercher une conciliation entre nous, il y aurait eu une forte proportion pour le "non".
Pourquoi ? Parce qu'ils sont peut-être moins évolués dans la Nièvre, ils ont peut-être moins partagé la mystique européenne, mais ce sont surtout des campagnards, eux ils sont surtout contre, quoi, ils sont contre Pompidou. Alors, cela les embrouille un peu qu'on leur dise, on va adopter une attitude incertaine.
Donc le "oui" et le "non" présentent des avantages.
Ils présentent l'inconvénient ; majeur de laisser en chemin toute une partie de notre formation politique.
Votez "oui", vous désarçonnez des milliers de Socialistes qui, eux, voient dans la lutte contre le pouvoir, le pouvoir, "oui", plébiscitaire, ce sera tellement dit... l'objectif numéro un. Votez "non", vous allez désespérer les meilleurs de nos camarades, qui ont mis toute leur foi, toute leur honnêteté politique dans le choix de l'Europe, et vous les perdez en chemin.
Dans les interventions qui ont été faites à cette tribune, je n'ai pas relevé de menace, même si le ton était parfois menaçant, j'ai relevé l'angoisse, l'angoisse pour des camarades qui ont engagé leur vie politique sur certains thèmes, de ne pas se trouver en contradiction avec leurs actes de 20 et 25 ans.
Mais comme successivement ceux qui se sont exprimés l'ont fait pour le "oui" et pour le "non", alors je vous dis, camarades, dans la situation difficile où nous sommes, que nous allons essayer de surmonter, à compter du moment où nous ne pourrons pas, c'est évident, nous engager pour un mois et demi sur un chemin et avoir une victoire facile, n'y a-t-il pas à se serrer les coudes et à penser que le premier objectif qui surpasse tous les autres, c'est de préserver l'unité morale,

Fondation Jean-Jaurès

psychologique, politique du Parti ?
Si nous avons passé le défilé à peu près indemnes, et qui sait je ne suis pas si pessimiste que cela, en meilleur état encore, eh bien nous serons en position- c'est encore la bataille, elle a ses péripéties - aussitôt après de nous engager librement sur un terrain, cette fois, où nous serons peut-être davantage en mesure de dominer.
Je suis moi aussi un homme politique vieilli sous le harnais, je ne me suis jamais abstenu; jamais ! Je l'ai dit à Georges Marchais, devant la délégation, l'autre jour : "vous vous êtes abstenu dans l'affaire Poher-Pompidou. Nous vous proposons aujourd'hui l'abstention. C'est vrai, à qui peut-on mieux le demander qu'à vous ?"
Et j'ai ajouté ceci : "Georges Marchais, l'abstention, moi, cela ne m'est jamais arrivé. Alors, dites-nous, qu'est-ce que cela fait ?"
(Rires, et applaudissements)
Eh bien cela ne fait pas grand chose, si toute la Gauche y est, plus une partie du Centre, plus tous les Gauchistes par-dessus le marché.
Songez à l'occasion manquée par le Parti Communiste. Pompidou s'est placé sur son terrain, le Parti Communiste a refusé de placer la Gauche sur le seul terrain de la victoire. Voilà la réalité, car l'abstention devenait un fait politique, a compter du moment où toutes nos positions, et cette fois ci sans bavure, je veux dire sans opposition de droite, se retrouvaient dans la bataille.
Mais c'est vrai qu'à partir du moment où nous sommes morcelés, où nous risquons d'arriver seuls sur le refus de prendre position, c'est vrai que cela n'a plus du tout la même réalité politique.
Cela n'a plus le même dynamisme politique, et alors là, l'homme politique déjà vieilli et fatigué, après 25 ans de vie parlementaire et de combats électoraux, sait bien que l'abstention, c'est un peu un jeu intellectuel qui risque de ne pas être parfaitement perçu au niveau de la base. Il y a beaucoup d'électeurs qui votent pour nous normalement, mais qui ne sont pas décidés à suivre les injonctions que nous pourrions leur adresser.
C'est une analyse que j'essaie de faire le plus strictement possible, le plus sérieusement possible.
Alors, contient réagir ?
Réagir par le "oui", c'est se scinder ou peut-être pas parce que les liens de camaraderie sont grands, et parce que l'attachement au parti est profond mais c'est se scinder dans le vote, ne vous faites pas d'illusions.
Donc, que les partisans du "oui" réfléchissent bien. C'est pour eux le moyen d'amener une fraction du Parti, et seulement une fraction qui viendra grossir la majorité de Pompidou, mais aussi, j'allais dire presque surtout, apporter fatalement une autre fraction du Parti Socialiste sur le "non" qui sera comptabilisé seulement par le Parti Communiste.
Idem pour ceux qui veulent voter "non". Ils iront comptabiliser le total Communiste, qui alors sera "bien sûr de faire les 24% et de triompher, mais ils provoqueront naturellement par réaction l'adhésion de tous ceux qui sont restés fidèles à leur engagement pour l'Europe, et qui se sentiront déliés, presque

Confédération Jean-Jaurès

victimes d'une agression, d'une meurtrissure de leurs propres camarades qui les auront contraints à prendre une position qui les aura violée !
Et qu'est-ce que vous voulez, sur le plan de l'honneur personnel, quel que soit l'attachement qu'on puisse avoir pour un parti, peut-il vous contraindre à faire le contraire de ce qui signifie un engagement de toute une vie ?
De la sorte le Parti, dans le scrutin, se divise au bénéfice de Pompidou et au bénéfice da Marchais !
La troisième solution, je l'ai ait tout à l'heure, je n'y reviens pas, n'est pas une position exaltante.
Eh bien nous sommes dans une bataille, pour l'instant, en retrait, nous veillons à ne pas nous faire cerner, encercler. Notre travail est surtout de traverser le défilé. Mais dans ce cas là, faisons-le tous ensemble, et puis faisons-le de bonne humeur. Quand une armée est de bonne humeur, je vous assure, ça va mieux ! Et pensons qu'il y a beaucoup d'éléments positifs.
Je ne sais plus lequel d'entre vous a dit qu'il n'aimait pas beaucoup le mot "abstention". Il a bien raison ! Il ne faut pas se battre sur l'abstention, il faut se battre sur le refus - je pense que c'est Verdier qui a dit cela -, il faut se battre sur le refus, mais sur la présence. Je ne veux pas dire la présence dans l'isoloir, pour être là. Il ne faudra bien sûr pas oublier de recommander le vote blanc, parce qu'à la campagne surtout, il y a de personnes qui veulent qu'on sache qu'elles ont voté.
Alors surtout, bien mettre une enveloppe blanche !
Bon, très bien, cela c'est de la technique électorale.
Ce que je veux dire, c'est qu'il ne faut pas dire maintenant à la télévision, à la radio : le Parti Socialiste est absent de la bataille, il faut dire : "le Parti Socialiste entend être au premier rang de la bataille, pour alerter l'opinion publique contre le mensonge d'un référendum qui prétend choisir sur l'Europe, alors qu'il entend donner à Pompidou de nouvelles armes législatives ou bien qui voudrait nous obliger, en choisissant de lutter contre le pouvoir, à abandonner ce à quoi nous croyons. Eh bien, nous dénonçons et l'un et l'autre, et nous sommes là.
Et il faudra être là.
Je serai, si vous voulez bien, parmi d'autres, avec vous si vous voulez qu'on organise dans toute la France une vaste campagne, il faut le faire, il faut une attitude offensive, il faut dénoncer durement, brutalement.
Et le résultat ? C'est vrai que compte tenu des abstentionnistes traditionnels, si on dépasse 30%, d'abstentions, très bien ; on aura gagné la bataille tactique ; on aura traversé le défilé, bon. Si on n'atteint pas 30% d'abstentions, ce sera dommage mais le rôle des responsables, c'est d'essayer d'éviter le moindre dommage.
Vous en avez vous-mêmes apporté la preuve à cette tribune tout à l'heure, et c'est Notebart qui a apporté des chiffres, il les avait, le Parti Communiste sur l'affaire Poher, a ramassé un échec tragique au deuxième tour de scrutin.
Dans mon propre département, moi j'étais violemment hostile à Poher, ce n'est pas un mystère par-dessus le marché, l'exhibition pendant la campagne m'avait plutôt conforté dans mon sentiment que ce n'était pas le type de candidat qui

pouvait gagner cette bataille- J'étais hostile et dans la Nièvre on l'avait dit, quoi... Très bien, la plupart des camarades voulaient faire comme le Parti Communiste et s'abstenir. C'est moi qui leur ai dit : non il ne faut pas le faire-
Dans un combat comme celui-là où se singularisent deux fonctions, deux systèmes, eh bien il faut passer par-dessus des réserves qu'on fait sur les personnes.
Le Parti Communiste est tombé de 24 à 8%. Il a eu un échec très dur et la Nièvre, a ma grande surprise, est en proportion le troisième département de France à avoir apporté des suffrages à Poher. Je dirai même, que je me serais bien dispensé d'un pareil succès.
Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce que cela a gêné le Parti Communiste aux élections cantonales qui ont suivi pour retrouver son pourcentage ? C'est bien dommage pour nous Socialistes, car ce sont pour nous des concurrents rudes, les Communistes ; pendant vingt ans ils nous ont dominés, on les domine depuis six ou sept ans. Cela ne les a pas gênés du tout, ils ont retrouvé exactement leur pourcentage, et depuis cette époque, on pourrait croire - d'ailleurs ils l'ont oublié eux-mêmes - que jamais ils ne se sont abstenus dans l'affaire Poher-Pompidou.
Donc je pense que l'abstention, pour employer un terme que je rejette, est une position difficile. Elle est moins difficile que le "oui" ou le "non", et elle maintient l'unité du Parti. Nous devons l'utiliser sous la forme offensive, affirmer la présence du Parti Socialiste dans la bataille, expliquer les raisons morales et politiques qui motivent ce refus, se réjouir si nous sommes écoutés, ne pas désespérer si nous ne le sommes pas.
Au lendemain de ce référendum, si vous voulez bien que nous gardions entre nous ce sentiment que notre combat est juste et qu'il ne pourra être mené à son terme que si nous sommes solides entre nous, au-delà de nos divergences naturelles et même nécessaires, eh bien moi je vous dis que nous pourrons aborder les élections législatives dans des conditions qui ne seront pas plus mauvaises et peut-être qui seront meilleures.
Au risque de déplaire à mes amis et camarades partisans acharnés de l'union de la Gauche avec le Parti Communiste, je leur dirai moi que puisqu'il en est ainsi, puisque nous avons la conscience tranquille, puisque nous faisons comme nous le devions des propositions répétées, dans une attitude amicale, puisque l'union de la Gauche nous l'avons voulue et qu'ils l'ont refusée, croyez-vous que ce soit totalement à mettre au passif du bilan dans l'opinion publique qu'en cette circonstance solennelle nous ne nous soyons pas identifiés au Parti Communiste ?
Essayez de tirer le bien du mal, et donnez dans cette campagne nationale, une physionomie particulière, originale, significative du Socialisme démocratique. Cette situation, nous ne l'avons pas désirée, retournons-la à notre avantage. Et que les mêmes amis ne s'inquiètent pas, je reste partisan de l'union de la Gauche, mais j'aurais un peu de peine que nous sombrions tous ensemble dans le ridicule.
Il y a des refrains sur lesquels il faut mettre une certaine sourdine au moment où

ils font rigoler tout le monde. Je vous en prie, utilisez l'argument puisque telle est notre conviction, pour marquer que le Parti Socialiste l'a voulue et que le Parti Communiste l'a refusée, et que nous restons présents et d'accord pour les rendez-vous futurs sur des bases à établir- Oui, celles d'Epinay, celles de la Convention de Suresnes, parfait, mais n'ayons pas le ton implorant!
Ne faisons pas semblant de croire que rien ne s'est passé! Ne disons pax à l'opinion : cela va être facile de régler le programme commun…. Tiens, par exemple sur l'Europe !
Retrouvons un peu de souffle, quoi, et surtout, et c'est là que je rejoins la plupart des interventions, emparons-nous de ce qui nous appartient, car l'union de la Gauche pour la démocratie, en France, pour le progrès démocratique, c'est la propriété du Parti Socialiste, bien avant que par sa puissante propagande, le Parti Communiste ait réussi à dilapider une part de l'héritage.
Alors, trouvons les mots qui conviennent, accusons sans excès, affirmons que notre position est celle de la présence et de l'union, affirmons que notre honnêteté nous interdit de voter contre l'Europe. Indépendamment des positions individuelles, puisque nous sommes pour l'Europe nous ne pouvons pas voter contre. Puisque cette Europe ne peut pas être représentée par Pompidou et puisque au demeurant le pouvoir de Pompidou sur tous les autres plans est celui que nous combattons, il nous reste à le dédaigner mais à dire pourquoi, et à annoncer à l'avance que si Pompidou - l'expression est de l'un d'entre nous, elle n'est pas de moi - pose une question au peuple français, nous peuple français, nous avons encore beaucoup de questions à poser M. Pompidou. Il ne faut pas arrêter la campagne le 23 avril, mais la poursuivre en sachant que nous pouvons nous trouver dans le cadre de l'union de la Gauche, au combat législatif au mois de juin.
Et après ? Et pourquoi pas ? Quoi, sommes-nous si faibles ? On va être pris de court ? Mais non on ne sera pas pris de court. Vous n'avez pas le temps de réagir en un mois ? Ce n'est possible ! Notre Parti en est à ce point-là ?
Mais vous savez bien que si, on peut le faire si on le veut, mais, la Gauche ce n'est pas seulement les Communistes, il y a les Socialistes, vous devrez aussi répondre à certaines critiques.
J'ai été désolé en revenant d'Israël, d'apprendre que l'on avait un rendez-vous le premier mercredi avec le Parti Communiste et seulement le deuxième mercredi avec le Parti radical. J'ai aussitôt posé la question à Pierre Mauroy qui m'a dit : "Je n'y peux rien, tel était mon sentiment, mais le Parti radical, en l'absence de plusieurs de ses dirigeants, ne pouvait pas se mobiliser avant, et nous avons saisi l'occasion du référendum et de la proposition commune que nous avons faite mercredi dernier pour hâter le contact avec le Parti radical qui a eu lieu dans la demi-heure qui a suivi la rencontre avec les Communistes. Nous avons pris contact avec le PSU, dans le même sens, le lendemain, et nous voyons le Parti radical mercredi prochain...
C'est vrai qu'il faut chercher tant qu'on le pourra... Si on ne peut pas, on verra bien, ne soyons pas toujours dépendants des autres... Mais cela vaudrait mieux... Et faisons tout pour que le Parti radical... Je ne fais pas de confusion avec les

Fondation Jean Jaurès

grossesses nerveuses qui s'emparent de temps à autre de ce Parti... en tant que tel, Parti républicain, associé historiquement au Parti Socialiste depuis des décennies accepte... Essayons d'élargir nos bases et, si vous m'y autorisez, ainsi que plusieurs de ceux qui sont ici, autours de cette campagne qui va s'engager partout en France, à crier partout en France aux Français : Socialistes, Communistes, Républicains Radicaux, Démocrates, soyez à nos côtés pour opposer le refus de l'honnêteté morale au gouvernement de Pompidou et pour le battre en politique au prochain rendez-vous.
(Applaudissements)

Le président - Pierre Mauroy va donner la composition de la Commission des résolutions qui se réunira à l'étage au-dessus immédiatement.
(Pierre Mauroy donne connaissance de la composition de la Commission des résolutions)

Le président - Est-ce que vous êtes pour la continuation du débat ou pour une suspension ?
Le débat est suspendu.
(La séance est reprise à 20 h 10)

Le président - La parole est à Georges Fillioud, rapporteur de la Commission.

**Georges Fillioud**
La Commission des résolutions a adopté à la majorité un texte bref qui, pour avoir recueilli la majorité, n'a cependant pas fait l'unanimité, de telle sorte que nous aurons ù nous prononcer, j'imagine, sur des textes concurrents.
La Commission des résolutions a pris 3 autres décisions
qui nous sont soumises :
1°) le Comité directeur du Parti est convoqué le 8 avril, c'est du reste la date normale de sa réunion mensuelle.
Nous avons eu, au sein de la Commission, des résolutions, une vive discussion sur le point de savoir s'il devait être annoncé pour cette réunion du Comité directeur, un ordre du jour en rapport avec l'échéance Electorale.
La Commission des résolutions propose qu'il n'en soit rien, que tout simplement il soit indiqué publiquement dans la presse que le Comité directeur se réunira le 8 avril. C'est la fin de la semaine au cours de laquelle aura été rendu publique le texte de la question soumise à référendum.
D'autre part, la Commission des résolutions propose de rendre publique le texte polycopié sur papier jaune que vous avez trouvé dans vos dossiers, qui est la proposition écrite faite par la délégation du Parti Communiste, dans le courant de la semaine dernière.
La Commission des résolutions estime que cette publication est nécessaire de manière que soient connus dans l'opinion les efforts de conciliation que nous avons faits et, d'autre part, ce texte résume un certain nombre de points importants et les raisons pour lesquelles nous nous sommes prononcés en faveur

Fondation Jean-Jaurès

du refus le vote et l'avons ainsi proposé comme point de rencontre susceptible de réunir les formations de la Gauche.
J'en arrive enfin au texte adopté à la majorité.
Nous avons estimé que pour être opérant, utile, efficace, ce texte devait être extrêmement court, c'est-à-dire que plusieurs propositions ont été faites en cours de débat qui ont été écartées par la Commission des résolutions en ce qu'elles concernaient des textes sur lesquels il pouvait se trouver un accord général au sein de la Commission mais qui ont paru ne pas répondre à l'objectif immédiat qui est de faire connaître, avec les justifications essentielles, la position adoptée par la Convention nationale du Parti Socialiste.
Comme, cependant, il est apparu aux membres de la Commission des résolutions, la nécessité d'expliciter davantage notre position, il y a, eu accord général au sein de la Commission des résolutions pour charger les instances du Parti qui se réuniront au cours de ces quinze jours qui viennent, c'est-à-dire le Bureau exécutif et le Comité directeur, d'établir, rédiger un certain nombre d'autres textes explicatifs et pour également mettre en circulation tous les appels adressés à l'opinion publique pour développer notre campagne au cours du référendum.
Voici donc alors le texte qui vous est soumis par la majorité de la Commission des résolutions :
- Sous prétexte de faire approuver l'adhésion aujourd'hui pratiquement acquise, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège au marché commun, le Président de la République a décidé d'organiser un référendum pour contraindre les Français à donner leurs voix à un pouvoir discrédité.
Les Socialistes ne diront pas "oui" à Pompidou et au régime des privilèges, des abus et des scandales. Ils ne diront pas "non" à l'élargissement du marché commun.
Il est clair que le référendum est un artifice destiné à capter la confiance populaire alors que des dizaines de millions de Françaises et de Français subissent les complaisances d'une politique de bas-salaires, de hausse des prix, d'injustice fiscale et de chômage.
Il est non moins clair que les Socialistes ont toujours voulu et continuent de vouloir le développement démocratique de la construction européenne, mais leur Europe ne saurait être celle de M. Pompidou et des capitalistes.
Le Parti Socialiste affirme que l'union de la Gauche est la seule force capable de battre le Pouvoir.
Cette union était et reste possible à l'occasion du référendum. Le Parti Socialiste a proposé à cette fin la seule réponse capable de rassembler Socialistes, Communistes, républicains démocrates, et de créer une dynamique du refus de vote.
La direction du Parti Communiste français ne l'a pas voulu. Le Parti Socialiste maintient sa position et fait confiance au jugement du Peuple français.
Tous les Socialistes affirmeront sur cette base leur présence dans le grand combat politique des prochaines semaines.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Je crois qu'il y a un deuxième texte Poperen.

**Jean Poperen**

Chers camarades, au cours des débats de la journée nous avons entendu, et je crois que c'était bien normal dans les difficultés où nous nous trouvons, de nombreux appels à l'unanimité. Je ne suis pas sûr qu'on ait pas confondu deux termes, s'il s'agit de l'unité du Parti, je crois que chacun ici, quelle que soit sa position, en est soucieux, doit en être soucieux, et le montrera une fais la décision prise. Mais l'unité est une chose, l'unanimité en est une autre, et l'unanimité lorsqu'elle est artificielle n'est pas toujours la condition de l'unité, car dans le même temps nous avons tout de même entendu des propos forts différents et sur le prétexte choisi par Pompidou et sur le fond de la véritable question, c 'est à dire le jugement sur la politique générale.

C'est pourquoi le travail que nous avons accompli en Commission des résolutions n'a pas permis d'aboutir à un texte commun. Le texte qui est présenté a le souci de faire apparaître que le Parti est unanime, je le répète, ce qui est nécessaire c'est qu'il soit unanime dans l'exécution, mais ce même texte escamote certaines des questions importantes qui ont été débattues ici et, par exemple, déjà, la question de l'Europe.

On nous a beaucoup parlé de l'Europe et j'ai noté à maintes reprises, nous sommes pour l'Europe, mais pour quelle Europe ?

Et j'ai eu l'impression, venant d'un certain nombre de camarades, qu'il s'agissait d'une approbation de, je ne sais quelle Europe en soi, alors qu'il est bien clair pour nous, Socialistes, que la démarche européenne doit s'inscrire dans notre effort général de transformation des structures sociales, économiques, politiques, bref qu'elle est un aspect de notre lutte de classes.

Il est donc évident que se référant au même texte qui a pu être voté unanimement, il est vrai, il y a quinze jours, des interprétations différentes et contradictoires ont été portées.

C'est pourquoi la justification de notre choix à l'occasion du référendum, doit être portée très clairement sur le fond du problème européen et qu'en particulier il doit être très clair que nous sommes contre l'Europe de Pompidou, contre l'Europe des capitalistes, contre l'Europe des monopoles sous l'influence, c'est incontestable, prépondérante des Etats-unis d'Amérique.

Si cela n'est pas dit, nous engageons ce Parti dans la confusion, et la confusion se retrouve au niveau de notre attitude vis à vis du "truc plébiscitaire" utilisé par Pompidou.

Sans doute, le texte qui vous est proposé dénonce la manœuvre, mais enfin, est-ce que nous sommes tous d'accord pour dire que l'objectif principal du référendum, c'est de permettre au pouvoir, le Premier secrétaire l'a dit d'ailleurs,

et bien d'autres au cours de la journée, il devrait donc y avoir accord sur l'analyse à cet égard de ressaisir la situation en main qui est en train de lui glisser, c'est de lui permettre de se trouver à nouveau en position de force à l'occasion des élections législatives.

Contribution Jean Poperen

Alors, ici, nous touchons à la grande question qui, naturellement, est posée avec quelle acuité, de nos rapports avec les Communistes et ce n'est pas sans quelque inquiétude, qu'un certain nombre de délégués auront entendu comment le différend qui nous oppose actuellement aux Communistes et la difficulté qui a surgi sur le doute de l'unité, que nous aurions dû prévoir, ont été l'occasion et, je dirai là encore, le prétexte d'un véritable déchaînement d'ores et déjà contre la politique d'union de la Gauche.
Il est évident qu'elle a été aujourd'hui, ici, par un certain nombre d'intervenants mise directement en accusation, et c'est parfaitement leur droit, mais c'est aussi le devoir des militants de le sentir et de juger en connaissance de cause.
En fait, nous nous sommes trompés, oui, au Bureau du Parti, et il faut le dire... Et si je dis nous, cela signifie que celui qui vous parle en autres, nous avions sous-estime la volonté du Parti Communiste de nous disputer le terrain c'est vrai, mais de nous disputer le terrain politiquement et il nous appartient de retourner l'offensive, de la retourner politiquement.
Or, réfléchissez bien, camarades. L'attitude prise par le Parti Communiste vise à le faire apparaître, il le dit d'ailleurs en clair dans son texte de résolution, comme la force d'opposition la plus résolue, la plus conséquente, celle qui ne baisse pas pavillon, et vous comprenez bien qu'il va tirer un argument considérable de cette position dans sa campagne dans les semaines qui viennent, et qu'il n'aura pas de mal à dire à notre adresse, et à le dire aussi - ils l'ont pensé - à l'égard des Gauchistes : "voyez, ces soi-disant opposants, ils ne sont même pas capables quand il y a une opposition de dire franchement non. Les seuls qui disent non, c'est nous."
Alors, me direz-vous, vous vous ralliez, et j'imagine qu'un certain nombre de camarades, parce qu'on sait un peu ce qui se dit ou ce qui se pense dans certains courants, diront : "naturellement, ceux du courant ceci ou cela, ou du courant Poperen, comme on l'appelle, on sait bien qu'ils sont toujours à la remorque."
Non, car je vous dirai qu'en effet, le vote "non", il est plus difficile depuis quatre jours, c'est-à-dire depuis que le Parti Communiste a pris cette décision, alors que nous-mêmes n'avions pas laissé cette possibilité ouverte parce qu'à aucun moment nous n'avons envisagé, aucun de nous au Bureau, de transformer cette bataille du référendum en une grande bataille centre la politique du pouvoir, et nous en avons laissé l'apanage aux Communistes.
Et je dis qu'il est sérieux, et qu'il faut le réparer aujourd'hui.
Pierre Mauroy a fait allusion, et je ne sais pas si c'est nous qu'il visait mais je l'ai pris un peu pour nous, et il aurait eu raison de ce point de vue, à ceux qui, plus ou moins responsables d'un courant politique...

Pierre Mauroy - "oui", c'est d'accord, c'est à toi que je pensais, mais Chandernagor l'avait pris pour lui.
(Rires)

Jean Poperen - Alors c'est encore beaucoup plus clair Eh bien oui, en effet, moi je m'étonne que le même camarade, Pierre Mauroy, qui il y a quinze jours nous

a fait - pas tout à fait ici, mais à l'étage au-dessus, nous sommes passés à la cave entre temps - un numéro très apprécié de la totalité de la Convention nationale, contre les tendances trop structurées où tout le monde pense de la même façon… Où tous les votes sont bloqués, se plaigne aujourd'hui parce qu'il y a des camarades qui, dans le courant que j'anime, ne pensent pas comme j'ai pensé, il y a quatre jours.

Eh bien oui, c'est comme cela, et tout simplement, entre temps, c'est vrai qu'un certain nombre de camarades des fédérations de province, parce qu'à Paris nous avions une vue différente des choses, nous ont fait remarquer à quel point le vote "-non" risquait n'entraîner un certain nombre de militants et un certain nombre de nos électeurs.

C'est un fait, et on me le disait encore il n'y a pas plus de deux jours; je crois que le camarade de la Sarthe est parti dans une fédération qui, au niveau des militants, s'est prononcée unanimement pour l'abstention. Il nous disait qu'il y aura un nombre appréciable de paysans qui, étant des gens de Gauche, et étant par nature contre, voteront "non".

Donc un certain nombre de choses nous avaient échappé, et il me semble que la vie démocratique du Parti ou je n'y comprends rien, c'est bien que les responsables nationaux, les membres du Comité directeur, et ceux du Bureau tiennent compte de ce qui se fait et se pense dans l'ensemble des fédérations.

Je répète que lorsque nous avons pris notre décision il y a cinq jours, nous n'avons pas suffisamment tenu compte de l'ensemble de ces données.

Comprenez-moi bien. Je ne dis pas que nous devions décider le "non" à l'époque, je dis que nous aurions dû être plus prudents dans notre démarche, que nous avons cru que c'était gagné, et que d'entrée de jeu le Parti Communiste allait courir derrière nous au nom de notre conception de l'union de la Gauche ; "oui" en effet n'est pas tout à fait la sienne ; et cela nous aurions dû nous en rappeler.

Nous sommes coupables, et je me considère coupable, de ne pas nous en être souvenus.

Je dois dire aussi, pour en finir avec ces raisons de la présentation d'un document différent de celui présenté par Fillioud, qu'il me semble que la direction du Parti - et là je veux dire le secrétariat - devrait veiller à quelques éléments de méthode, et notamment au fait qu'il ne suffit pas d'avoir pour nous - et tout à l'heure nous en avons eu encore un exemple lors de la discussion de la Commission des résolutions - l'intervention de la presse, de la radio, de la télévision. Cela sert dans certaines circonstances, cela a pu servir notamment depuis huit mois, c'est parfois d'un maniement difficile.

Lorsque deux heures avant que nous rencontrions les Communistes, tel poste périphérique clamait que François Mitterrand allait réussir le coup de 65 et obliger les Communistes à se ranger derrière le "Fédérateur de la Gauche", vous comprenez bien que cela ne pouvait pas mettre beaucoup d'huile dans la discussion que nous allions avoir tout de suite. Pour le moins, c'était une intervention un peu hâtive et intempestive, dont nous ne sommes pas responsables.

Mais tout de même, nous ne sommes pas responsables collectivement. Il reste que ce que nous avons fait au Bureau l'autre soir, une demi-heure après, quand j'ai ouvert le poste, était déjà connu de l'ensemble des postes de radio.
Ce n'était pas venu par l'opération du Saint Esprit ! Et si entre 10 h et 10 h 30 les postes périphériques étaient en mesure de dire que nous étions pour l'abstention, c'est qu'il s'était passé quelque chose. Ce n'est pas le Premier secrétaire ; il a fait des déclarations très précises à ce sujet.
En tout cas, les faits sont là. Il me semble enfin que cela révèle que nous avons trop vécu sur un certain schéma. Ce qui réussit une fois : le référence à 1965 ne réussit pas nécessairement en toutes circonstances.
Or, j'ai été frappé, jeudi, lorsque nous avons été en présence de ces difficultés, de cette attitude d'hostilité du Parti Communiste. Les camarades nous disaient : Oh, rassurez-vous, cela se passera comme en 1965 !
Eh bien, "oui", camarades, à appliquer un schéma ancien à des circonstances nouvelles, on se prépare un certain nombre de déceptions et de découvertes désagréables ! Ceci explique sans doute qu'on nous a dit, Mauroy l'a dit dès ce matin puis d'autres après, que tout allait bien il y a quinze jours et puis il s'est produit quelque chose entre temps.
Alors, je me demande si en effet dans cette euphorie qui a régnée pendant quelques semaines, nous n'avons pas oublié tout simplement l'adversaire commun.
Nous avions l'impression que nous préparerions tranquillement notre petite affaire, qu'on ferait notre programme à nous, qu'on avait tout notre temps - neuf mois, plus s'il le fallait, mais neuf mois ça suffisait - et qu'après on discuterait le temps qu'il faudrait avec le Parti Communiste et lorsque la bataille serait bien rangée, on déciderait de partir à l'assaut.
Excusez-moi, mais l'adversaire n'a pas attendu. C'est lui qui a été le premier et qui a créé une situation que nous n'avions pas prévue.
Il me semble qu'il faut non seulement le reconnaître, ce qui est bien mais ce qui n'a guère qu'une valeur historique, mais en tirer la leçon que nous devons apparaître, et dès ce soir, dès aujourd'hui, comme cette force très combative, très résolue, plus que ne le peut faire apparaître un simple vote, un simple choix d'abstention dans lequel, je le reconnais, nous sommes maintenant enfermés du fait de l'attitude que nous avons prise au départ de cette discussion. C'est pourquoi le texte de justification doit être très clair, très net, très offensif et celui qui nous est présenté, permettez-moi de le dire, ne répond pas à ces exigences.
Il faut que les citoyens, les travailleurs qui vont demain prendre connaissance de ce texte, qui doit être un appel de combat, se rendent compte,
s'il est possible, ce n'est pas facile, ça ne va pas être commode, que notre attitude est aussi combative que celle de notre partenaire et concurrent de gauche. Cela ne va pas être facile, ne vous leurrez pas, car sur ce terrain, ils vont essayer de nous surclasser en disant : nous sommes les véritables opposants et vous êtes à mi-chemin. Nous aurons beau faire, ce ne sera pas aisé à surmonter ; nous ne pourrons y parvenir que si notre argumentation est convaincante, que si notre texte est offensif, et s'il aborde l'ensemble des problèmes.

Fondation Jean Jaurès

Je ne conçois pas que la Commission des résolutions se contente d'un texte résumé, hâtif, insuffisant, sans offensive et qu'on nous dise, c'est le bureau qui décidera.
Enfin, dernière remarque : on a convoqué une Convention, on a fait venir des camarades de fort loin, bousculant plus ou moins leur calendrier, et le texte d'appel, ce n'est pas vous qui l'approuveriez, mais il serait encore fait après !
Cela devient vraiment une règle ! Déjà lors de la Convention sur le programme on nous a dit, ce fameux préambule que nous avions demandé de discuter, bah, on va le finir après, voilà en gros ce qu'on va faire.
Alors finalement je me demande si les Conventions et les Congrès on ne pourrait pas les faire par le poste ! Vous enverrez vos votes de chaque fédération, et ce n'est pas la peine de faire ici le cinéma à la tribune, puisqu'on définitive les textes du Parti ne sont pas approuvés par les délégués venus des fédérations avec leurs préoccupations qu'ils viennent ici apporter et qui traduisent celles de nombreux citoyens et de nombreux travailleurs.
Il faut que sorte d'ici un véritable texte d'appel un texte de combat, de mobilisation, tout le monde l'a dit y compris les camarades qui vont peut-être maintenant signer le texte qui nous est soumis et qui est un simple résumé ! Il y a là un grand illogisme et il y là une grave menace sur les procédés de discussion démocratique dans le Parti.
Je n'accuse pas du tout les camarades du Secrétariat de vouloir étouffer la démocratie ; je dis que les conditions dans lesquelles se sont déroulés les débats ne permettent pas d'arriver à une conclusion mobilisatrice.
Voilà le texte que je vais lire aussi rapidement que possible parce qu'on n'a pas beaucoup de temps, et aussi lentement que possible pour que vous l'entendiez bien.
"Pour un refus massif à la manœuvre du pouvoir : Sous prétexte de faire approuver l'adhésion, pratiquement acquise, de la Grande Bretagne, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège au marché commun, le Président de la République a décidé d'organiser une consultation référendaire.
La position des Socialistes sur l'élargissement du marché commun est connue : les Socialistes se sont depuis longtemps prononcés en faveur de la participation des pays britanniques et Scandinaves à la Communauté européenne, participation naguère combattue par Pompidou et les siens. Mais les Socialistes entendent que toute nouvelle avancée de la construction européenne soit accompagnée de mesures propres à libérer le marché commun de la domination du grand capital et, en particulier, à démocratiser les institutions de le C.E.E. dont les aspects technocratiques favorisent la prépondérance des intérêts capitalistes, notamment américains. Le pouvoir s'est trompé s'il espérait que les Socialistes, parce qu'ils sont favorables au principe de l'élargissement géographique de la C.E.E. approuveraient sa "politique européenne", alignée sur les intérêts des monopoles capitalistes et des gros agrariens. Notre Europe ne saurait être celle de Pompidou.
"Mais chacun le sent bien, le référendum, une fois de plus, est un artifice destiné à capter frauduleusement la confiance populaire. Alors que des dizaines de

millions de Français et de Française subissent les dures conséquences d'une politique de bas salaires, de hausse des prix, d'injustice fiscale, de chômage, de sous équipement en matière de logement, d'éducation et de transports, le Pouvoir cherche à se prévaloir d'une approbation populaire dans un autre domaine pour poursuivre et aggraver cette politique antisociale.
De plus en plus nombreux sont les Français qui aspirent à de réels changements. Le Pouvoir le sait. Il manœuvre pour essayer de sauver de la peur et du chantage la majorité élue en juin 1968. Inquiet du mécontentement grandissant que son action engendre chez les travailleurs et dans l'ensemble de notre peuple, incapable de répondre aux aspirations pressantes de la population laborieuse, le Pouvoir voudrait, pour prolonger le règne du Parti de l'argent, diviser les forces de gauche dont l'union est nécessaire pour substituer au pouvoir du grand capital un régime nouveau de démocratie économique et politique.
Le Parti Socialiste dénonce cette manœuvre de division et de diversion ainsi que l'utilisation de la politique extérieure de notre pays à des fins de politique intérieure, sinon électorale.
Lorsque la distorsion est aussi évidente entre le prétexte (l'élargissement de la C.E.E.) et l'intention politique (obtenir la caution populaire à une politique anti-populaire), le devoir des citoyens est d'opposer un refus. Le Parti Socialiste avait proposé la seule formule - l'abstention massive - qui pût dans les circonstances présentes, permettre à la Gauche de faire bloc, donc de retourner le piège plébiscitaire contre Pompidou et de lui infliger un cuisant échec. En repoussant cette proposition, au moment où vont s'ouvrir les discussions pour un accord de gouvernement, la Direction du P.C.F. n'a pas aidé au progrès de l'union de la Gauche.
Le Parti Socialiste, quant à lui, maintient ses propositions. Il estime par ailleurs que l'opinion a besoin de savoir quelle est la portée exacte du mot d'ordre du "Non" du P.C.F. sur l'Europe et s'il traduit à cet égard une conception sur la finalité et les conditions d'une politique européenne, il souhaite donc en débattre avec le P.C.F. et le Comité directeur appréciera le résultat de ces nouveaux échanges de vue le 8 avril.
Dès maintenant, il invite les travailleurs, l'ensemble des citoyens à refuser de tomber dans le piège du pouvoir en traitant par le mépris la mascarade du 23 avril en ne participant pas à un jeu dont les dés sont pipés. En refusant le référendum du 23 avril, les Français diront leur refus des procédés plébiscitaires, leur volonté d'une autre politique, leur engagement pour la construction d'une Europe Socialiste."
Voilà le projet d'appel qui me semble-t-il est différent en effet du texte proposé dans sa conception, indépendamment du fond naturellement, et qui correspond à un texte de mobilisation du Parti sans plus tarder.

**Eric Hintermann**
Je serai très bref, parce que je ne veux pas refaire le discours que j'ai tenu ou que d'autres ont tenu ce matin ou cet après-midi. Nous avons fait entendre ce que nous pensons, ce que nous proposons au Parti, c'est-à-dire le "oui" et nous

Collection Jean Daniel

persistons à penser que le Parti devrait recommander le "oui", en gros pour trois raisons que je vais résumer très vite.
La première, c'est "oui" à l'élargissement de l'Europe, par application de notre programme adopté ici même il y a seulement quinze jours, et dans lequel nous avions décidé de favoriser l'intégration effective au marché commun de la Grande-Bretagne, du Danemark, de la Norvège et de l'Irlande, tout en s'efforçant d'éviter que ces adhésions n'accentuent la dilution de la Communauté dans une vaste zone de libre échange nord-Atlantique."
Par application de notre programme, nous estimons qu'il faut prôner le "oui", et nous sommes d'autant plus favorables à l'adhésion de ces pays que cette adhésion renforcerait l'essor du Socialisme en Europe.
La seconde raison, c'est que le "oui" enlèverait au référendum sa signification de politique intérieure que certains pourraient lui donner. Notre "oui" éviterait que le référendum devienne un vote pour ou contre Pompidou que le "oui" risque de devenir, si seuls les partis de la majorité se prononcent pour le "oui".
Troisième raison, il ne faut pas sacrifier nos positions de fond à des préoccupations de stratégie politique intérieure.
Je voudrais, après ces quelques remarques de fond, faire deux remarques de forme avant de conclure.
Vous avez remarqué dans le vote tout à l'heure que pour le "oui", nous apparaissions comme étant très peu nombreux dans le Parti. Eh bien nous sommes persuadés, et c'est d'ailleurs un partisan de l'union qui le disait tout à l'heure à la Commission des résolutions, que nous sommes en réalité beaucoup plus nombreux dans le Parti que le vote de tout à l'heure ne l'a fait apparaître, c'est que nous sommes également nombreux dans l'électorat Socialiste à être plutôt favorables au "oui".
Les militants, à notre avis - et ce n'est pas que notre avis - n'ont pas pu, sauf exception, se prononcer à la base. Il eût été bon, dans une affaire de cette importance, de consulter l'instance la plus large qui est un Congrès extraordinaire. Nous sommes ici une Convention, une Convention de ratification de décisions du Bureau, et nous pensons qu'il aurait fallu soumettre le "oui", le "non", "l'abstention", le vote blanc, je ne vais pas dire au référendum des militants, je vais dire à la libre discussion de l'ensemble des militants dans les sections, puis dans les fédérations, et puis à un Congrès national extraordinaire.
Bref, pour ces raisons, nous, ce soir, et cela ressortait déjà de l'intervention de notre ami Chandernagor, nous ne prendrons pas part au vote.
Je me trouve donc dans une situation curieuse, puisque les partisans au "oui" ne prennent pas part au vote, et que les partisans de l'abstention vont voter "oui" au texte proposé par nos amis.

Le président - La parole est à Lussault, pour une explication de vote.

**Paul Lussault**
Je serai extrêmement bref et encore plus qu'Hintermann.
J'ai représenté à la Commission des résolutions les camarades qui s'étaient

prononcés pour le "non". Dans cette Commission, il est apparu que le sens du vote en faveur du "non", d'un certain nombre de camarades, qui était celui d'un approfondissement de ce programme du Parti, n'a pas été obtenu. En effet, et Hintermann vient de le rappeler, en prenant 5 lignes de notre programme, nous arrivions à démontrer qu'il faut voter "oui". Si on prend bien d'autres passages, une critique très sévère est effectuée de l'Europe qui existe aujourd'hui.
L'ensemble de ces explications, de ces recherches nous paraissaient nécessiter que dans le texte de mobilisation des militants ces questions soient abordées, qu'elles soient traitées et développées, en tout cas beaucoup plus que ne le fait le texte rapporté par Georges Fillioud.
Dans ces conditions, je demande à tous les camarades qui ont voté pour le "non" de bien vouloir reporter leur vote sur le texte défendu par Jean Poperen qui représente une contribution nettement plus positive à la définition d'une politique européenne correspondant à la volonté du Parti.

Le président - La parole est à nouveau à Fillioud, rapporteur général de la Commission.

**Georges Fillioud**
J'irais également très vite pour apporter quelques réponses au nom de la majorité de la Commission à ce qui vient d'être dit à cette tribune, mais il est vrai que beaucoup d'arguments ont déjà été échangés depuis ce matin, ce qui nous fera gagner du temps.
Brièvement, à Eric Hintermann qui a rappelé les 3 arguments qui le conduisait à maintenir sa proposition d'un vote "oui", je dirai, lorsqu'il déclare : "C'est parce que nous sommes pour l'Europe", certes, mais cela aussi nous l'avons dit beaucoup, par pour n'importe quelle Europe, et cela justifie bien, évidemment, notre réserve.
Deuxièmement, parce qu'Hintermann n'a pas la naïveté de faire semblant de croire que nous pouvons nous prononcer, nous Parti Socialiste, en fonction de la seule question internationale soumise à référendum, comme s'il n'y avait pas un certain nombre d'autres conséquences.
Ensuite, il dit que si nous votions "oui", cela retirerait au référendum son caractère de politique intérieure. Je trouve, pour ma part que cela l'accentuerait car, Hintermann, franchement, quelle utilisation politique Pompidou ne ferait-il pas si le Parti Socialiste lui apportait l'appoint de voix supplémentaires pour faire grossir sa majorité ?
Enfin, lorsque tu dis qu'il s'agit de ne pas sacrifier nos positions de fond à des considérations de caractère tactique, je crois tout de même utile de rappeler que c'est une position de fond du Parti Socialiste que de combattre le régime actuel et le pouvoir réactionnaire en place, et que de ce point de vue aussi l'attitude que nous proposons, c'est-à-dire le refus de vote, me paraît parfaitement justifiée au regard de ce troisième argument que tu as exposé.
Quant à Poperen, en entendant 1e "mea culpa" qu'il a développé devant nous, en associant l'ensemble des membres du bureau national au sentiment de

Collection Jean Jaurès

culpabilité qu'il éprouvait, on était fondé à se dire que sa conclusion logique allait être alors : "Je reprends le choix que j'avais, la semaine dernière, posé pour l'abstention et j'appelle la Convention à se prononcer pour le "non" au référendum."
Car enfin, il a dit longuement : "Nous avons fait une erreur, nous avons mal apprécié, nous n'avons pas pensé aux ressources de manœuvre tactique du Parti Communiste" et ayant constaté ce qu'il considère comme des erreurs, il aurait été logique alors qu'il dise : "Reconnaissons les fautes commises et prononçons-nous pour le "non". Or il ne le fait pas.
Je dois dire que, pour ma part, je considère que son analyse coupable ne répond pas à la réalité, mais n'entrons pas dans ce débat. Je dirai simplement que le constat fait au cours des entretiens de la semaine dernière, quelles qu'aient été nos analyses dans les jours précédents, ce constat, si nous avions retardé la confrontation avec le Parti Communiste, nous l'aurions fait demain ou dans le courant de la semaine prochaine, car ce n'est sûrement pas, compte tenu des positions exprimées par le Parti Communiste, les choix que nous avions ici posés qui auraient pu le faire revenir sur sa décision de ne faire aucun effort pour trouver une position commune sur laquelle nous puissions nous retrouver.
Mais, au fond, puisque Poperen ne conclut pas par l'appel à un vote négatif au référendum, qu'il maintient, au contraire, le choix qu'il avait déjà posé pour l'abstention, pour le refus de vote, pour le vote blanc ou nul, cela signifie
en effet, et cela a été souligné par Lussault, dernier intervenant, que tout en étant d'accord sur la position que nous préconisons, il refuse de s'associer au vote que nous allons émettre, simplement par désaccord sur le contenu du texte.
Alors, là, Poperen, je considère que c'est regarder les choses par le petit bout de la lorgnette ; finalement, pour nous, Parti Socialiste, c'est de manifester dans une circonstance aussi sérieuse que celle-ci, la plus grande cohésion possible du Parti et je suis d'accord avec toi, pour considérer qu'il ne faut pas confondre l'unité du Parti et une unanimité lorsqu'elle est fausse, mais cette position entre vous et nous est bien unanime, puisqu'il s'agit, dans tes conclusions comme dans les nôtres, de recommander à l'ensemble des Français de boycotter ce référendum, de refuser de répondre "oui" ou "non" et de se laisser enfermer dans le piège qu'on nous a tendu.
Alors, est-ce qu'il est convenable qu'en Convention nationale, puisque nous sommes les uns et les autres prêts à voter cette décision, qu'on se sépare pour une question de rédaction qui ne parait pas complète ?
J'admets qu'en effet ce texte mérite d'être amélioré et il le sera dans les prochains jours. Ce qui me parait, disons, plaisant, c'est que tu mettes en cause à propos de la rédaction de ce texte, le fonctionnement de la démocratie à l'intérieur du Parti, et singulièrement au cours de cette journée de débats.
Sans doute considère tu qu'il serait plus démocratique que nous prenions ton texte et qu'on se prononce dessus, c'est-à-dire qu'après tout nous n'agirions pas en faisant de la sorte d'une manière, ni démocratique, ni responsable, parce que l'élaboration d'un texte de cette importance parait mériter un autre cadre et d'autres circonstances que la hâte dans laquelle nous nous trouvons forcément

aujourd'hui.
Donc, la Commission des résolutions a considéré qu'il était plus sage de :
1 - faire choix de la position qui soit celle du Parti, de manière que cette position puisse être annoncée sans délai
2 - d'assortir ce choix, c'est-à-dire le refus de vote des trois ou quatre brèves considérations qui permettent de rendre compréhensible cette position de la part de l'opinion publique qui va l'apprendre dans les heures ou les quarts d'heure qui viennent.
Mais qu'un texte plus développé soit nécessaire, nous, nous en sommes tous d'accord, seulement est-ce qu'il est sérieux de penser, il est maintenant 9 h - 10, beaucoup de camarades vont devoir partir, d'ailleurs nos rangs se sont déjà clairsemés, est-ce qu'il serait plus démocratique d'engager maintenant la discussion sur un texte long, qui mérite une étude attentive et qui forcément va provoquer entre nous des discussions prolongées ? Est-ce qu'il serait plus démocratique d'engager maintenant la discussion sur ce texte, alors que le tiers déjà des délégués a dû quitter la séance et que probablement l'heure des départs vers la province, à cause des derniers trains approchant, nous finirions cette séance à minuit ou à 2 h du matin devant des banquettes vides ? Je crois que de ce point de vue la démocratie ne serait pas respectée.
Est-ce que, franchement, à partir du moment où la Convention d'aujourd'hui, après des débats poursuivis depuis ce matin, est arrivée à une conclusion assortie des considérations essentielles, cette convention ne peut pas, naturellement, faire confiance au Bureau exécutif du Parti, puis au Comité directeur qui se réunira le 8 et pourra prendre connaissance de l'intitulé exact de la question soumise à référendum, est-ce que la Convention ne peut pas faire confiance à ces organes de direction qu'elle s'est donnée pour faire quoi ?
Il ne s'agit pas d'inventer des textes nouveaux, il s'agit simplement, à partir de la décision arrêtée et des 2 pages que je vous ai lues, d'en extraire tous les documents explicatifs, tous les appels qui permettront, en effet, de mobiliser d'abord nos militants et ensuite l'ensemble de l'opinion publique sur la thèse que nous défendons et sur l'objectif principal de notre combat.
C'est pourquoi j'insiste en terminant auprès de Poperen pour lui dire qu'il ne me semblerait pas de bonne méthode que, étant d'accord sur la formule, l'attitude à proposer à la France, nous ne nous rencontrions pas ce soir ce texte, étant entendu que Poperen et les amis de son courant participeront, bien entendu, comme à l'ordinaire, aux discussions qui, dans les prochains jours, permettront d'extraire des textes complémentaires et des appels nouveaux à partir de l'orientation générale donnée à notre choix aujourd'hui.
Un dernier point : lorsque tu fais reproche en commençant, je cite ceci parce que ça recouvre, au fond, l'ensemble de ton propos, lorsqu'en commençant tu as dit : je ne peux pas m'associer à ce texte, parce qu'il esquive beaucoup de questions importantes dont la première est l'Europe, alors je m'excuse de dire qu'il ne s'agit pas de n'importe quelle Europe, nous en sommes bien d'accord, et s'il s'agit dans ce texte là ou dans d'autres, de définir quelle Europe nous entendons construire et à partir de quelle idée européenne, nous faisons ce choix pour le

référendum, la réponse est claire, elle n'a pas à être aujourd'hui remise sur le chantier, nous l'avons adoptée il y a deux semaines dans le programme du Parti Socialiste.
Alors le truc du référendum, dont tu as l'air de penser qu'il n'est pas suffisamment dénoncé dans le texte que j'ai proposé, eh bien, il l'est pourtant de façon très claire, puisque l'articulation du texte, c'est précisément, nous ne répondrons pas "oui" à Pompidou, pas non à l'Europe, parce que nous sommes pour une Europe démocratique, et nous disons textuellement : "Il est clair que le référendum est un artifice destiné à capter la confiance populaire"...

Le président - Motion d'ordre de Taddéi.

**Dominique Taddéi**
J'ai bien écouté l'argumentation de Poperen, je crois qu'elle est très pertinente sur deux points : d'abord, il faudra que, même quand nous sommes pressés, nous nous arrangions pour que nos instances nationales aient un ordre du jour tel que tout le monde ait le temps de s'exprimer et que tous les textes sortent de la Convention, que nous évitions de prendre la fâcheuse habitude de renvoyer des textes à des instances ultérieures. Il faudra que nous prenions ensemble cet engagement. Ensuite, le deuxième point, c'est que le texte lui-même a incontestablement des qualités certaines, cependant, c'est vrai aussi, qu'on ne peut pas maintenant commencer à argumenter en détail sur ce texte.
Je propose donc, comme l'a demandé Mitterrand à la Commission que nous gardions, et je demande à Poperen qu'il veuille bien accepter, le texte proposé par Fillioud, compte tenu du fait que le texte de Poperen est versé au dossier du Bureau national, de manière à être une pièce importante de l'appel que nous rédigerons ensemble ensuite.

Le président - La parole est à Jean Poperen.

**Jean Poperen**
Pour répondre aux questions que Fillioud m'a posées sur la méthode, ce qu'il a dit ne fait que confirmer mes inquiétudes et j'en vois d'aucuns, comme dirait l'autre, qui sourient... N'insistons pas...
Sur le fond, tu as dit, on pourra améliorer le texte, Alors là, sans aucune modestie, puisqu'on en offre un qui nous semble meilleur, pourquoi ne pas le prendre tout de suite ? Cela fera gagner du temps !
Une suggestion vient d'être faite, je voudrais la préciser un peu si Taddéi en est d'accord : c'est qu'à tout le moins, le fait de verser au dossier qui est quand même une formule un peu vague, et je voudrais que ce "versé au dossier" soit accompagné de ce qu'on peut appeler une prise en considération, c'est-à-dire que tout de même les délégués réunis ici disent qu'ils considèrent que ce texte doit être en quelque sorte un élément de travail pour la rédaction de l'appel, parce que sinon, alors, c'est vraiment, quand même, on n'est pas tout à fait tombé de la dernière pluie, c'est un escamotage pur et simple.

Fondation Jean Jaurès

Je demande au moins qu'il y ait ce vote de prise en considération qui aura cette signification très précise, qu'on le transmet au Bureau pour qu'il travaille là-dessus. Cela ne veut pas dire que c'est sous cette forme qu'il sera publié, mais on le prend en considération. Sans quoi la proposition de Taddéi, je m'en excuse auprès de lui, n'aurait pas...

**François Mitterrand**
Je prends l'engagement devant la Convention de placer le teste de Poperen, dont j'ai pris connaissance, qui est un texte intéressant et bien fait, qui d'ailleurs a beaucoup des éléments de synthèse que nous avons déjà adoptés s'il y en a d'autres qui sont discutables, comme l'un des deux ou trois textes peut-être qui serviront à faire l'ensemble si on arrive à s'entendre. Je vous garantis que ce sera un important élément de la synthèse... Si on ne se met pas d'accord on verra... Mais la prise en considération, ce serait un acte politique qui dépasserait nos capacités, ce serait aller trop loin dans une approbation de texte avant de l'avoir discuté.
Je prends l'engagement moral vis-à-vis de vous de considérer que votre texte ne sera pas escamoté, vous savez d'ailleurs qu'on prend toujours en considération ce que vous nous proposez.

**Pierre Mauroy**
Je constate que tu reproches à la Direction du Parti de ne pas régler les textes, ici, en Convention nationale et de les renvoyer au Bureau exécutif, mais tes textes, tu ne les fais pas voter devant la Commission, tu les renvoies aussi pour des prises en considération…
(Quelques protestations)

**Jean Poperen**
Si l'effort de conciliation est reçu de cette façon...
Je voudrais dire, après ce qu'a dit François Mitterrand, deux choses :
1 - il doit être bien entendu que dans ce cas je vote le texte de Fillioud, puisqu'il est soumis au vote, ça c'est clair,
2 - mais de ce qui concerne mon texte dans la mesure même où François Mitterrand dit, et je ne mets pas en doute le fait qu'il sera soumis au Bureau, qu'il y a dans ce texte des choses excellentes - et je l'en remercie - mais aussi des éléments de désaccord, je dis que c'est là où nous avons besoin de savoir ce qu'en pense la Convention...
3
Un délégué - Je voudrais poser une question à Poperen...

François Mitterrand - On peut faire confiance au Comité directeur pour interpréter honnêtement les décisions...

Le délégué - ... Je voudrais lui demander de relire les deux derniers paragraphes, car je crois que Fillioud n'a pas répondu.

Fondation Jean Jaurès

Le président - Il y a deux textes qui sortent de la Commission des résolutions, il faut que les choses soient claires et je crois que le mieux est de voter.
Est-ce que vous demandez le vote par mandats ?

Plusieurs voix - "oui".

Le président - Cela semble aussi plus clair. Je vais demander à Fajardie de procéder au vote.

Un délégué - Tu vas quand même vite, en regardant la salle, quand tu as demandé si on était pour le vote par mandats, tu as dit que les 10% étaient pour...

Le président - Quels sont ceux qui sont pour le vote par mandats ?
Cela fait bien 10% !

Plusieurs voix - Oh ! Non.

Un délégué - Ce n'est pas évident.

Arthur Notebart - Dans l'intérêt du Parti, ne faites pas ce vote à main levée, croyez-moi...

Le président - On vote par mandats. Fajardie va procéder à l'appel.

Eric Hintermann - J'ai retiré mon texte, pour nous c'est un refus de prendre part au vote.

Le président - Il y a donc deux textes. L'appel va être fait sur le texte Fillioud et sur le texte Poperen.
On vote Fillioud - Poperen ou on ne prend pas part au vote.
(Il est procédé au vote par appel des fédérations)

François Mitterrand - Le Rhône m'a laissé son mandat en partant, mais je suis incapable de vous dire comment il aurait voté, je crois donc qu'il vaut mieux le compter comme absent.

Le président - Je vous donne, camarades, le résultat du vote :
Texte Fillioud : 2518.
Texte Poperen : 263.
N'ont pas pris part au vote : 20.
Absents : 419.

Un délégué - Est-ce que le texte sera envoyé aux fédérations ?

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Le président - "oui", bien sûr.
La séance est levée, merci de votre assiduité et de votre endurance !

Coll. Fondation Jean-Jaurès